

**Art. 18.** De begrotingsplafonds in de hoofdstukken II, III, en IV bedoeld hebben een gebiedende toepassing. Ze mogen niet worden overschreden behalve volledige compensatie mits de toestemming van de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, per inspectiekorps, tussen de delen van hun begrotingskredieten respectievelijk voor de reiskosten, de verblijfkosten en de andere kosten bestemd.

**Art. 19.** Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtsancties, heeft de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde de bevoegdheid om de terugbetaling van de kosten door dit besluit bepaald te weigeren als vastgesteld wordt dat de begunstigden misbruik maken van de rechten door dit besluit toegekend.

HOOFDSTUK VI. — *Ophettings- en slotbepalingen*

**Art. 20.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1991 betreffende de bepaling van jaarlijkse forfaitaire vergoedingen voor de reis- en verblijfkosten van de hoofdinspecteurs en de kantonale inspecteurs van het basisonderwijs wordt opgeheven.

**Art. 21.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

**Art. 22.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het Onderwijspersoneel behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 februari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
Ch. DUPONT

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 2709

[C - 2004/27101]

**27 MAI 2004. — Décret relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions qui suivent forment la partie décrétable du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement :

« LIVRE I<sup>er</sup>. — Dispositions communes et générales

PARTIE I<sup>er</sup>. — PRINCIPES DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DEFINITIONS GENERALES

**Titre I<sup>er</sup>. — Principes**

Article 1<sup>er</sup>. L'environnement et, notamment, les espaces, paysages, ressources et milieux naturels, l'air, le sol, l'eau, la diversité et les équilibres biologiques font partie du patrimoine commun des habitants de la Région wallonne et sous-tendent son existence, son avenir et son développement.

La politique environnementale de la Région repose sur le principe d'action préventive, selon lequel il convient de prévenir un dommage plutôt que d'avoir à le réparer.

Art. 2. La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires de l'environnement et garants de sa préservation et, si nécessaire, de sa restauration.

Toute personne veille à la sauvegarde et contribue à la protection de l'environnement.

Les exigences visées à l'alinéa 2 sont intégrées dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la Région.

Art. 3. La politique environnementale de la Région s'inspire également des trois principes suivants :

1° le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable;

2° le principe du pollueur-payeur, selon lequel les coûts induits par l'adoption de mesures de prévention, de réduction et de lutte contre la pollution sont assumés par le pollueur;

3° le principe de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement.

Art. 4. Le droit d'accès à l'information relative à l'environnement détenue par les autorités publiques est assuré à toute personne, physique ou morale, sans qu'elle soit obligée de faire valoir un intérêt.

Les autorités publiques diffusent et mettent à la disposition du public les informations relatives à l'environnement qu'elles détiennent.

Art. 5. L'éducation et la formation à l'environnement contribuent à l'exercice des droits et devoirs énoncés au présent titre.

La Région tient compte, dans l'élaboration de sa politique environnementale, des données techniques et scientifiques disponibles. La recherche scientifique et le développement des connaissances doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

**Titre II. — Définitions**

Art. 6. Au sens du présent Code, il faut entendre par :

1° « CWATUP » : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° « déclaration » : l'acte visé à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° « CWEDD » : le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable tel que visé à la partie II du présent livre;

4° « Parlement wallon » : le Conseil régional wallon;

5° « permis d'environnement » : la décision visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

## PARTIE II. — INSTANCE CONSULTATIVE

Art. 7. Il est créé un Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable.

Art. 8. Ce Conseil a pour mission de réaliser les tâches qui lui sont confiées par les articles 30 à 48, les articles 49 à 81, ainsi que d'autres tâches qui peuvent lui être confiées par le Gouvernement.

Art. 9. Le Gouvernement fixe les règles de composition et de fonctionnement du Conseil.

Il peut prévoir la structuration du Conseil en sections spécialisées et déterminer les règles en vertu desquelles ces sections délibèrent valablement au nom du Conseil.

## PARTIE III. — INFORMATION ET SENSIBILISATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

### Titre I<sup>er</sup>. — Accès à l'information relative à l'environnement

Art. 10. Sans préjudice de l'application des dispositions relatives aux procédures de consultation de la population et du voisinage, la liberté d'accès à l'information relative à l'environnement ainsi que sa diffusion sont assurées conformément au présent titre.

Art. 11. Au sens du présent titre, on entend par :

1° « autorités publiques » : les administrations communales, provinciales, régionales, et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques.

Les personnes agissant dans l'exercice de pouvoirs judiciaires ainsi que les organismes législatifs ne sont pas compris dans la présente définition;

2° « données détenues par les autorités publiques » : toutes les données existantes qui sont recueillies ou élaborées par les organismes visés dans le présent article, 1°, à l'exception des procès-verbaux et rapports destinés au Parquet, et qui sont incorporées :

- a. dans des documents écrits, tels que les rapports, les études, les avis et les décisions;
- b. dans des bases de traitement automatisé de l'information;
- c. dans des enregistrements visuels;
- d. dans des enregistrements sonores.

En ce qui concerne les informations détenues par les administrations communales, provinciales et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques, le présent titre ne concerne que les documents établis ou recueillis en vue de l'application d'une réglementation édictée par la Région, ou antérieurement aux lois de réformes institutionnelles, par l'État, dans une des matières relevant de la compétence régionale, visées au 3°;

3° « informations relatives à l'environnement » : toutes les données, de nature factuelle ou juridique, relatives à un des domaines visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, II, III, IV, V, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, concernant :

- a. l'état des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que ses altérations;
- b. les projets et activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement ou de mettre en danger la santé humaine et les espèces animales ou végétales, notamment en ce qui concerne l'émission, le rejet ou la libération de substances de rayonnements, de vibrations, d'organismes vivants ou d'énergie dans l'eau, dans l'air ou dans le sol, ainsi que la fabrication et l'utilisation de produits ou substances dangereuses;
- c. les mesures de préservation, de protection et d'amélioration de la qualité des eaux, de l'air, du sol, de la faune, de la flore et des espaces naturels, ainsi que celles ayant pour objet la prévention et la réparation des dommages susceptibles d'être occasionnés.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. L'accès aux données incorporées dans les documents écrits visés à l'article 11, 2°, a., s'exerce au choix du demandeur, soit par consultation gratuite sur place, soit par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

§ 2. Les données incorporées dans les bases de traitement automatisé de l'information et dans les enregistrements visuels et/ou sonores visés à l'article 11, 2°, b. à d., sont susceptibles de communication par délivrance de copies, dont le coût réel est à charge du demandeur.

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Toute demande de communication de données relatives à l'environnement doit être écrite et indiquer de façon appropriée son objet.

§ 2. L'autorité publique est tenue d'accuser réception aux demandes mentionnées à l'article 12 et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article endéans les dix jours ouvrables à partir de la réception de la demande.

Cet accusé de réception doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur et préciser le délai dans lequel les données pourront lui être fournies conformément à l'article 15.

Art. 14. Les autorités publiques sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue de l'identification et de la mise à la disposition du demandeur des documents contenant les données faisant l'objet de la demande; elles peuvent cependant rejeter la demande comme non recevable lorsqu'elle suppose la communication de données ou de documents inachevés ou de communications internes ou lorsqu'elle est manifestement abusive ou formulée d'une manière trop générale.

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.

§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1<sup>er</sup> d'un mois en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Tout refus total ou partiel de communication des données fait l'objet d'une décision motivée qui est notifiée, par écrit, au demandeur.

§ 2. La notification de refus doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.

Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, § 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions nationales applicables en Région wallonne, le droit d'accès à l'information garanti par le présent titre peut être limité, dans la mesure où son exercice est susceptible de porter atteinte :

1° au secret des délibérations du Gouvernement, du collège des bourgmestre et échevins, de la députation permanente;

2° au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;

3° au secret des procédures engagées devant les juridictions;

4° au secret commercial et industriel;

5° au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection de la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

§ 2. Les documents font l'objet d'une communication partielle, lorsqu'il est possible d'éliminer de la reproduction à délivrer au demandeur les mentions dont la diffusion porterait atteinte aux intérêts visés au paragraphe précédent.

§ 3. Des motifs tirés du secret de la vie privée ou du secret commercial ou industriel portant sur des faits qui sont personnels au demandeur ne peuvent pas lui être opposés.

Art. 19. § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale qui constate qu'une information détenue par une autorité publique et qui est relative, soit à l'état de l'environnement, soit à ses activités, est inexacte ou incomplète, peut demander la suppression des erreurs ou la correction de l'information.

La demande écrite, argumentée, constitue une pièce qui doit être jointe au dossier pour en faire partie intégrante.

§ 2. L'autorité publique qui n'accède pas à la demande de correction dans un délai d'un mois est considérée comme refusant celle-ci.

Art. 20. Le Gouvernement fixe le modèle des documents à utiliser afin de permettre aux autorités publiques de répondre aux exigences de l'article 13, § 2, de l'article 15 et de l'article 16.

## **Titre II. — Initiation à l'environnement**

Art. 21. Le présent titre a pour objet de mettre en place en Région wallonne un réseau de centres d'initiation à l'environnement destiné à accueillir le public en vue de l'informer, de le sensibiliser et de le former à l'environnement.

Art. 22. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « a.s.b.l. » : association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements publics;

2° « C.R.I.E. » : centre régional d'initiation à l'environnement.

Art. 23. Le Gouvernement répartit les C.R.I.E. en fonction des critères suivants :

1° l'équilibre géographique;

2° l'intérêt du patrimoine naturel;

3° la densité de population.

Art. 24. Chaque C.R.I.E. a pour mission principale de promouvoir la connaissance générale de l'environnement auprès des organisations de jeunesse et d'adultes, des écoles, des familles, des administrations.

Dans ce contexte, il veille à :

1° concevoir, dispenser et fournir une méthodologie de l'animation et du matériel didactique et de vulgarisation;

2° organiser des animations et des activités de sensibilisation;

3° organiser des stages;

4° organiser des formations.

Chaque C.R.I.E. est spécialisé dans au moins une des matières relevant de l'environnement, telles que définies à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1°, 2°,

3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et V, 5°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 25. Le Gouvernement agrée selon la procédure qu'il fixe, moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 29, les asbl qui auront la charge de la gestion des C.R.I.E. Il détermine les cas et la procédure dans lesquels l'agrément peut être retiré.

La durée de l'agrément est fixée à trois ans renouvelable.

Pour être agréée, l'a.s.b.l. doit répondre aux conditions suivantes :

1° son objet social correspond aux objectifs visés à l'article 21;

2° son conseil d'administration compte parmi ses membres au minimum deux personnes porteuses d'un titre pédagogique et deux personnes porteuses d'un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;

3° son projet correspond aux missions visées à l'article 24;

4° sa gestion financière est saine.

L'agrément porte notamment sur les éléments suivants :

1° l'objet de la mission;

2° les modalités de contrôle de l'accomplissement de la mission;

3° les documents à fournir par l'a.s.b.l., notamment le rapport d'activités et le rapport comptable;

4° les moyens mis à disposition par l'a.s.b.l. pour l'exercice de sa mission;

5° les obligations respectives du Gouvernement et de l'a.s.b.l..

Art. 26. Pendant la durée de l'agrément, le Gouvernement met à disposition de l'a.s.b.l. agréée en vertu de l'article 25 les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'exercice des missions visées à l'article 24.

Art. 27. Le Gouvernement contribue au fonctionnement des C.R.I.E. par l'octroi d'une subvention annuelle dont il fixe le montant par centre.

Le Gouvernement fixe les modalités de paiement de la subvention annuelle.

Art. 28. Le Gouvernement est chargé du suivi administratif et du contrôle de l'emploi des subventions des C.R.I.E.

Le Gouvernement assure l'évaluation annuelle des activités dispensées dans les C.R.I.E., notamment sur la base d'un rapport d'activités que les a.s.b.l. agréées en vertu de l'article 25 transmettent au Gouvernement chaque année.

Art. 29. Il est institué un comité d'accompagnement dont la mission est d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées dans les C.R.I.E. et de conseiller le Gouvernement dans le cadre de la procédure d'agrément.

Le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement de ce dernier.

#### PARTIE IV. — PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. 30. La planification en matière d'environnement vise :

1° la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes;

2° la prévention et l'atténuation des nuisances à l'environnement provoquées par les activités humaines;

3° la prise en compte à l'échelle de la Région de la dimension de développement durable.

Art. 31. La planification en matière d'environnement comporte :

1° l'élaboration annuelle du rapport sur l'état de l'environnement wallon;

2° l'élaboration quinquennale du plan d'environnement pour le développement durable;

3° l'élaboration de programmes sectoriels;

4° l'élaboration de plans communaux d'environnement et de développement de la nature.

##### CHAPITRE II. — *Rapport sur l'état de l'environnement wallon*

Art. 32. Chaque année avant le dépôt du budget et au plus tard avant le 15 novembre, le Gouvernement dépose un rapport sur « l'état de l'environnement wallon » au Parlement wallon qui se prononce par voie de résolution.

Art. 33. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » contient un constat critique, évolutif et prospectif sur les différentes composantes du milieu et sur les pressions exercées par les activités humaines. Il comporte une analyse de la gestion menée en matière d'environnement par les pouvoirs publics, les entreprises et les associations volontaires. Il comporte également un état de transposition des directives européennes en matière d'environnement et de conformité aux engagements internationaux en matière d'environnement, ainsi qu'un bilan des efforts réalisés en Région wallonne en matière de développement durable afin d'exécuter les conventions internationales élaborées dans le cadre de la Conférence de Rio de juin 1992 sur l'environnement et le développement et les principes définis dans le programme Action 21.

Art. 34. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » est établi par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, en étroite collaboration avec les universités et les centres de recherche francophones de Wallonie et de Bruxelles. Le Gouvernement définit les modalités pratiques de la réalisation du rapport.

Art. 35. L'initiative du Gouvernement, ce rapport fait l'objet d'une consultation et d'une discussion en table ronde à laquelle sont conviés le Conseil économique et social de la Région wallonne et le CWEDD visé à l'article 7. Le CWEDD établit une note de synthèse présentant les résultats de cette consultation et une note de prospective pouvant comprendre des suggestions en matière de lutte et de prévention face à la détérioration de l'environnement.

Art. 36. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » ainsi que les notes élaborées par le CWEDD font l'objet, à l'initiative du Gouvernement, d'une large diffusion notamment auprès des membres du Parlement wallon, des milieux industriels et agricoles concernés, des associations de défense des consommateurs et des milieux scolaires ou parascolaires.

CHAPITRE III. — *Plan d'environnement pour le développement durable*

Art. 37. Le Gouvernement établit un plan d'environnement pour le développement durable qui détermine les lignes directrices à suivre à moyen et à long terme, lors de la prise de décisions par le Gouvernement, l'administration régionale, les entreprises pararégionales, les personnes privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les provinces, communes et associations de communes.

Art. 38. Le plan se base notamment sur les rapports sur l'état de l'environnement wallon réalisés en exécution du chapitre II et sur les notes établies par le CWEDD, ainsi que sur les programmes d'action arrêtés par l'assemblée générale des Nations unies et le Conseil de l'Union européenne dans le cadre du développement durable.

Art. 39. Le plan contient notamment les éléments suivants :

1° les objectifs à atteindre pour les différentes composantes de l'environnement et les moyens d'action à développer;

2° les éléments permettant d'intégrer l'environnement et la préservation des ressources naturelles dans le processus de développement de la Région et dans l'ensemble des politiques sectorielles régionales.

Art. 40. Le Gouvernement élabore ou fait élaborer le projet de plan.

Le Gouvernement peut solliciter les services de la Région, les entreprises pararégionales, les provinces, les communes, les associations de communes pour lui fournir toutes les informations et données nécessaires à l'élaboration du projet de plan.

Le Gouvernement peut également collecter des informations et données auprès des entreprises. Il lui est interdit de divulguer tout ou partie des secrets de fabrication éventuellement contenus dans les renseignements obtenus, lorsque les entreprises qui ont fourni les informations désignent celles qui revêtent un caractère confidentiel et demandent que le secret soit préservé.

Art. 41. Le projet de plan est soumis par le Gouvernement à une enquête publique pendant une période de trente jours. Les autorités communales informent la population. Elles recueillent les remarques de la population et les transmettent au Gouvernement en même temps que leurs éventuels avis motivés.

Art. 42. En même temps qu'il soumet le projet de plan à enquête publique, le Gouvernement consulte les provinces, les communes, les associations de communes dans les domaines de la production et de la distribution d'eau et dans le domaine des déchets, les organismes d'épuration agréés, le CWEDD, le Conseil économique et social de la Région wallonne et tout autre organe qu'il juge utile de consulter.

Ceux-ci transmettent leurs éventuels avis motivés au Gouvernement endéans les vingt jours après l'expiration du délai prévu à l'article 41.

Art. 43. Le Gouvernement adopte le plan par arrêté délibéré en son sein.

Le Gouvernement soumet le plan au Parlement wallon qui se prononce par voie de résolution.

Le Gouvernement communique le plan aux autorités et institutions visées à l'article 37 et aux autres organes qu'il juge utile d'informer directement.

Il en assure la publication par extraits au *Moniteur belge*.

Art. 44. Le Gouvernement peut fixer des dispositions particulières concernant la procédure d'adoption du plan.

Il peut notamment allonger les délais de l'enquête publique et de la transmission des avis par les organes qu'il consulte.

Art. 45. Le plan est établi tous les cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé.

Le Gouvernement peut réévaluer annuellement les moyens d'action à développer.

CHAPITRE IV. — *Programmes sectoriels et plans de gestion de bassin hydrographique*

Art. 46. Le Gouvernement établit des programmes sectoriels dans les domaines suivants :

1° un plan de gestion des déchets tel que visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° un programme d'action pour la qualité de l'air;

3° un programme d'action pour la qualité des sols;

4° un programme d'action pour la protection de la nature.

Dans chaque bassin hydrographique wallon, l'autorité de bassin établit un plan de gestion tel que visé par l'article 24 du livre II.

Art. 47. Les programmes sectoriels peuvent être établis séparément ou de façon groupée.

Ils déterminent les lignes directrices sectorielles comme prévu à l'article 37 et sont établis, conformément aux dispositions des articles 40 à 45, à l'exception des dispositions relatives à la fréquence d'élaboration et sans préjudice de dispositions dérogoratoires fixées par le Gouvernement pour tenir compte des spécificités du secteur concerné.

Le plan de gestion du bassin hydrographique wallon est établi conformément aux dispositions des articles 26 et suivants du livre II.

CHAPITRE V. — *Plans communaux d'environnement et de développement de la nature*

Art. 48. Le conseil communal peut établir un plan communal de l'environnement et de développement de la nature.

Ce plan contient notamment les éléments suivants :

1° les actions menées par la commune dans les domaines des déchets, des eaux de surface et souterraines, des eaux usées, de la pollution acoustique, de l'air et du sol, de la préservation et du développement de la nature, de la salubrité publique en général et de la sensibilisation de la population sur ces différents sujets;

2° les objectifs à atteindre et les moyens d'action à développer dans les domaines cités au 1°, notamment dans le respect du plan et des programmes régionaux visés aux chapitres III et IV.

Le Gouvernement définit la procédure d'adoption du plan.

Le plan est établi pour une durée de cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé. Le conseil communal peut réévaluer annuellement les moyens d'action à développer.

Le conseil communal peut adopter conjointement le plan communal de l'environnement et de développement de la nature et le schéma de structure communal. Dans ce cas, la procédure unique d'adoption est celle prévue à l'article 17 du CWATUP.

Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions qu'il détermine, un subside aux communes qui élaborent un plan communal de l'environnement et de développement de la nature.

## PARTIE V. — EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et principes

Art. 49. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

1° « autorité compétente » : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer le permis visé au présent article en ce compris l'autorité compétente sur recours;

2° « étude d'incidences » : l'étude scientifique réalisée par une personne agréée mettant en évidence les effets du projet sur l'environnement;

3° « notice d'évaluation des incidences sur l'environnement » : le document reprenant les principaux paramètres écologiques du projet et mettant en évidence ses effets sur l'environnement;

4° « permis » :

a. les permis accordés en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

b. les permis accordés en vertu des articles 84, 89 et 127 du CWATUP;

c. les permis de valorisation des terrils délivrés en vertu du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

d. les actes administratifs, énumérés par le Gouvernement, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie;

5° « plan d'aménagement » : plan d'aménagement au sens du CWATUP;

6° « plans et programmes » : les plans et programmes, ainsi que leurs modifications :

a. élaborés et/ou adoptés par une autorité, à savoir une personne physique ou morale, privée ou publique, exerçant une mission de service public, au niveau régional ou local, ou élaborés par une autorité en vue de leur adoption par le Parlement wallon ou par le Gouvernement wallon;

b. et prévus par des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives;

7° « projet » : tout opération, activité, ouvrage, construction, démolition, transformation, extension ou désaffectation d'installations modifiant l'environnement, dont la réalisation est envisagée par une personne physique ou morale, de droit public ou privé;

8° « public » : une ou plusieurs personnes physiques ou morales, ainsi que les associations, organisations et groupes rassemblant ces personnes;

9° « rapport sur les incidences environnementales » : la partie de la documentation relative au plan ou programme contenant les informations prévues à l'article 56;

10° « résumé non technique » : le document présentant les principaux résultats de l'étude d'incidences, une synthèse des impacts du projet sur l'environnement, une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement et, si possible, y remédier;

11° « système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement » : l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales, la réalisation de consultations, la prise en compte dudit rapport et des résultats des consultations lors de la prise de décision, ainsi que la communication d'informations sur la décision, conformément aux articles 52 à 61;

12° « système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement » : l'ensemble des procédures des dispositions décrétales et réglementaires de la présente partie organisant, préalablement à tout permis, la prise en considération comme élément de décision des incidences des projets sur l'environnement.

Art. 50. La mise en œuvre des procédures prévues par la présente partie doit avoir principalement pour but :

- de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;
- de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles, de façon à préserver leurs qualités et à utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;
- d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables;
- d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans et des programmes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en vue de promouvoir un développement durable.

Art. 51. Il est institué, dans la Région wallonne, un système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement et un système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement.

### CHAPITRE II. — Système d'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement

Art. 52. L'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est effectuée pendant l'élaboration du plan ou du programme et avant qu'il soit adopté ou, le cas échéant, soumis à la procédure législative.

Les délais prévus pour l'élaboration des plans et des programmes sont suspendus entre la date de la demande d'exemption au Gouvernement visée à l'article 53, §§ 1<sup>er</sup> et 2, ou la date de la demande de détermination du contenu du rapport sur les incidences environnementales par le Gouvernement visé à l'article 55, et la date d'adoption du rapport sur les incidences environnementales.

Art. 53. § 1<sup>er</sup>. Une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est effectuée, conformément aux articles 52 à 61, pour les plans et programmes ainsi que leurs modifications dont la liste I est établie par le Gouvernement, qui :

1° sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des sols, des télécommunications, du tourisme et définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 66, § 2, pourra être autorisée à l'avenir;

2° sont soumis à une évaluation en vertu de l'article 29 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Lorsqu'un plan ou un programme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine l'utilisation de petites zones au niveau local ou constitue des modifications mineures des plans et programmes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou ne définit pas le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 66, § 2, pourra être autorisée à l'avenir, et que son auteur estime que ce plan ou ce programme n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il peut demander au Gouvernement que ce plan ou ce programme soit exempté de l'évaluation des incidences sur l'environnement. L'auteur du plan ou du programme justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54.

Le Gouvernement consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Gouvernement statue sur la demande d'exemption. La décision du Gouvernement et les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter le plan ou le programme d'une évaluation des incidences sur l'environnement sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 2. Les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre de projets pourra être autorisée à l'avenir, sont soumis à évaluation des incidences sur l'environnement quand ils sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement. Le Gouvernement établit la liste II de ces plans et programmes en appliquant les critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54, et consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables.

Lorsque l'auteur d'un plan ou d'un programme figurant sur la liste II estime que ce plan ou ce programme n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il peut demander au Gouvernement que ce plan ou ce programme soit exempté de l'évaluation des incidences sur l'environnement. Il justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article 54. Le Gouvernement consulte le CWEDD, les communes concernées et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Gouvernement statue sur la demande d'exemption. La décision du Gouvernement et les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter le plan ou le programme d'une évaluation des incidences sur l'environnement sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Gouvernement peut soumettre à évaluation des incidences sur l'environnement en vertu du présent chapitre les plans ou programmes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement et qui ne sont pas prévus par des dispositions décrétales, réglementaires ou administratives.

§ 4. Ne sont pas soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement en vertu du présent article :

1° les plans et programmes destinés uniquement à des fins de défense nationale et de protection civile;

2° les plans et programmes financiers ou budgétaires;

3° les plans et programmes cofinancés par l'Union européenne au titre des périodes de programmation en cours concernant respectivement les règlements n° 1260/1999 et n° 1257/1999 du Conseil;

4° le plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 24, § 2, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 5. Les plans et programmes dont l'évaluation des incidences sur l'environnement est réglée par le CWATUP ne sont pas visés par le présent article.

Art. 54. Pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences suivants :

1° les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

a. la mesure dans laquelle le plan ou le programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b. la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c. l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d. les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme;

e. l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

a. la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

b. le caractère cumulatif des incidences;

c. la nature transfrontalière des incidences;

d. les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;

e. la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;

f. la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

— de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;

— d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;

— de l'exploitation intensive des sols;

g. les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international.

Art. 55. L'auteur d'un plan ou d'un programme soumis à évaluation des incidences sur l'environnement en vertu de l'article 53, s'il n'est pas le Gouvernement, transmet le projet de plan ou de programme au Gouvernement, ou à la personne déléguée à cette fin, afin que ce dernier détermine le contenu du rapport sur les incidences environnementales en application de l'article 56.

Art. 56. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement est requise en vertu de l'article 53, un rapport sur les incidences environnementales est rédigé par l'auteur du plan ou du programme, dans lequel les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées.

§ 2. Le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> doit contenir, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en œuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

4° les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.;

5° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan ou du programme;

6° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

7° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement;

8° une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les solutions envisagées ont été sélectionnées et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, y compris toutes difficultés rencontrées, telles que les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire, lors de la collecte des informations requises;

9° une description des mesures de suivi envisagées conformément à l'article 59;

10° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres législations peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'alinéa précédent.

§ 4. Le Gouvernement, ou la personne qu'il délègue à cette fin, soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan ou de programme pour avis au CWEDD, aux communes concernées et aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir.

Les avis sont transmis au Gouvernement dans les trente jours de la demande. A défaut, le Gouvernement ou la personne déléguée à cette fin détermine le contenu du rapport sur les incidences environnementales.

Art. 57. § 1<sup>er</sup>. Le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales sont envoyés par l'auteur du plan ou du programme au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme et sur le territoire de laquelle une enquête publique d'une durée minimale de soixante jours doit être organisée.

§ 2. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, l'enquête publique est annoncée dans chaque commune concernée par les incidences environnementales du projet de plan ou de programme tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans au moins deux quotidiens diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande. Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce. Le délai d'enquête est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Les observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique. Elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de cette clôture. Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet les observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête publique à l'auteur du plan ou du programme.

§ 3. Le projet de plan ou de programme ainsi que le rapport sur les incidences environnementales sont soumis, pour avis, dès leur adoption par l'auteur du plan ou du programme, au CWEDD, aux communes concernées et aux autres personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter.

Les avis sont transmis à l'auteur du plan ou du programme dans les soixante jours de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.



Art. 58. § 1<sup>er</sup>. En même temps que le Gouvernement statue en application de l'article 56, § 2, il constate, le cas échéant, si la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme en cours d'élaboration est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. Dans ce cas, le projet de plan ou de programme, accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement peut déterminer :

1° les instances chargées de la transmission du projet de plan ou de programme accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article 60, alinéa 3, sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Lorsque la mise en œuvre d'un plan ou d'un programme en cours d'élaboration sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement de la Région wallonne, le projet de plan ou de programme accompagné du rapport sur les incidences environnementales, qui ont été transmis par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat, est mis à la disposition du public et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Art. 59. L'auteur du plan ou du programme prend en considération le rapport sur les incidences environnementales, les résultats des avis exprimés en vertu de l'article 57, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article 58, pendant l'élaboration du plan ou du programme concerné et avant qu'il ne soit adopté ou, le cas échéant, soumis à une procédure législative.

Il détermine également les principales mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ou du programme, afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'il juge appropriées.

Art. 60. Lorsqu'il adopte le plan ou le programme, l'auteur du plan ou du programme produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan ou le programme, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis en application des articles 57 et 58 ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Le plan ou le programme tel qu'il a été adopté, la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi conformément à l'article 59 sont publiés au *Moniteur belge*.

L'auteur du plan ou du programme transmet par recommandé, dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, une copie du plan ou du programme, ainsi que la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi, aux communes concernées, au CWEDD, aux autres personnes et instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter et, le cas échéant, à la Région ou à l'Etat qui a été consulté en application de l'article 58.

Art. 61. § 1<sup>er</sup>. Les projets prévus par un plan ou par un programme ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement en application de l'article 53, et qui sont soumis au système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement, visé au chapitre III, ne sont pas dispensés de celle-ci.

§ 2. Lorsque les plans et programmes font partie d'un ensemble hiérarchisé, en vue d'éviter une répétition de l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, celle-ci peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'évaluation effectuée précédemment à l'occasion de l'adoption d'un autre plan ou programme de ce même ensemble hiérarchisé.

§ 3. Pour les plans et programmes pour lesquels l'obligation d'effectuer une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, une enquête publique ou une consultation des mêmes autorités découle simultanément du présent chapitre et d'autres législations, ceux-ci sont soumis à une procédure coordonnée ou commune qui satisfait aux dispositions législatives pertinentes les plus exigeantes, afin, notamment, d'éviter de faire plusieurs évaluations, ce qui implique :

- l'organisation d'une seule enquête publique;
- l'organisation d'une consultation unique des mêmes autorités devant émettre un avis sur le plan ou le programme dont l'élaboration est poursuivie;
- l'établissement d'un seul rapport qui comporte l'ensemble des renseignements requis par les législations pertinentes.

#### CHAPITRE III. — Système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement

Art. 62. La délivrance de tout permis est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement prévu par le présent chapitre.

S'il apparaît que, pour la réalisation du projet, plusieurs permis sont requis, le système d'évaluation des incidences est mis en œuvre une seule fois et l'évaluation porte sur l'ensemble des incidences sur l'environnement que le projet est susceptible d'avoir.

Le Gouvernement détermine, par des normes générales, les conditions d'application du présent article.

Art. 63. L'autorité compétente sur recours et le juge administratif peuvent prononcer la nullité de tout permis délivré en contradiction avec les dispositions de l'article 62, alinéa 1<sup>er</sup>.

La nullité doit en tout cas être prononcée dans les cas suivants :

- 1° en cas d'absence de notice d'évaluation lorsqu'elle est requise par les dispositions du présent chapitre;
- 2° en cas de violation d'une des dispositions de l'article 74;
- 3° en cas d'absence d'étude d'incidences lorsqu'elle est requise par ou en vertu des dispositions du présent chapitre;
- 4° lorsque la personne chargée de l'étude n'est pas agréée;
- 5° en cas d'absence de résumé non technique;
- 6° en l'absence de phase de consultation du public prévue à l'article 71.

Art. 64. Le permis et le refus de permis doivent être motivés en regard notamment des incidences sur l'environnement et des objectifs précisés à l'article 50.

Art. 65. Toute demande de permis comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement.

Art. 66. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 42 et 50 du CWATUP, l'évaluation des incidences, qu'il s'agisse de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou de l'étude d'incidences, identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects, à court, à moyen et à long terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur :

- 1° l'homme, la faune et la flore;
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;
- 3° les biens matériels et le patrimoine culturel;
- 4° l'interaction entre les facteurs visés aux 1°, 2° et 3°, du présent alinéa.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

Lorsqu'il détermine les projets soumis à étude d'incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents suivants :

- 1° les caractéristiques des projets susvisés doivent être considérées notamment par rapport :
  - à la dimension du projet;
  - au cumul avec d'autres projets;
  - à l'utilisation des ressources naturelles;
  - à la production de déchets;
  - à la pollution et aux nuisances;
  - au risque d'accidents, eu égard notamment aux substances ou aux technologies mises en œuvre;
- 2° la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant en compte :
  - l'occupation des sols existants;
  - la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone;
  - la capacité de charge de l'environnement naturel;
- 3° les incidences notables qu'un projet pourrait avoir doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux 1° et 2°, notamment par rapport à :
  - l'étendue de l'impact (zone géographique et importance de la population affectée);
  - la nature transfrontière de l'impact;
  - l'ampleur et la complexité de l'impact;
  - la probabilité de l'impact;
  - la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact.

§ 3. Sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement :

- 1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au paragraphe 2;
- 2° les demandes visées au paragraphe 2 qui répondent aux conditions visées au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 3° les demandes de permis relatives à des projets visés au paragraphe 2 et qui répondent aux conditions visées à l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 4. Lorsque la demande de permis répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50 du CWATUP, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande la dispense de la réalisation d'une étude d'incidences soumise aux dispositions du présent chapitre, pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal.

Art. 67. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les formes et le contenu minimal de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement. Il peut prévoir que le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter les formes et le contenu minimal de l'étude d'incidences sur l'environnement.

§ 3. La notice d'évaluation des incidences ou l'étude d'incidences comportent au minimum les informations suivantes :

- 1° une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- 2° les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement;
- 3° une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, pour y remédier;
- 4° une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le demandeur et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement;
- 5° un résumé non technique des points mentionnés ci-dessus.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles, lorsqu'elle est sollicitée par le demandeur, l'autorité compétente rend un avis sur les informations à fournir dans la notice d'évaluation ou dans l'étude d'incidences.

Art. 68. Lorsqu'une demande de permis fait l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande examine à cette occasion, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article 66, § 2, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si elle constate que tel est le cas, elle en informe le demandeur en même temps qu'elle lui communique que le dossier est complet.

Elle en informe simultanément le CWEDD en mentionnant que le dossier de demande de permis est à sa disposition et qu'à défaut d'avoir envoyé par lettre recommandée à la poste ou remis contre récépissé son avis dans les trente jours de la réception de l'information précitée, celui-ci est réputé favorable.

Art. 69. L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.

Lorsqu'elle ne dispose pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur et de l'auteur d'études des informations complémentaires.

L'auteur du projet choisit une personne agréée en vertu de l'article 70 pour réaliser l'étude et notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste, au Gouvernement ainsi qu'aux personnes désignées par ce dernier. A défaut de récusation en application de l'article 70, alinéa 2, envoyée à l'auteur de projet par pli recommandé dans les quinze jours de la notification précitée, le choix de l'auteur est réputé approuvé.

Art. 70. Le Gouvernement agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes physiques et morales qui peuvent être chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement; il détermine les règles d'octroi et de retrait de l'agrément. L'agrément peut, notamment, être retiré temporairement ou définitivement, lorsqu'après un premier avertissement dûment notifié, le Gouvernement constate la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le CWEDD, créé par les articles 7 à 9, doit être consulté avant tout retrait d'agrément, de même que la Commission régionale d'aménagement du territoire dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement lorsque l'étude d'incidences de qualité manifestement médiocre est relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure.

Le Gouvernement détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée.

Art. 71. Pour les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences, une phase de consultation du public est réalisée avant l'introduction de la demande de permis. Le but de cette phase est notamment de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par l'auteur du projet afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités suivant lesquelles ces alternatives sont communiquées à la personne chargée de l'étude;
- 2° les modalités de la consultation et les mesures destinées à en informer préalablement le public.

Art. 72. Le CWEDD ou son délégué, ainsi qu'en cas d'étude d'incidences relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure, la Commission consultative communale d'aménagement du territoire ou, à défaut, la Commission régionale d'aménagement du territoire, ont le droit d'obtenir toute information qu'ils sollicitent sur la demande de permis et sur le déroulement de l'étude d'incidences, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'étude. Ils peuvent adresser au Gouvernement et à l'autorité compétente toutes observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences.

Art. 73. Le projet, objet de la demande de permis, peut comporter des modifications par rapport au projet qui a fait l'objet de l'étude d'incidences lorsque ces modifications trouvent leur fondement dans des suggestions faites par l'auteur de cette étude. Lorsque, nonobstant les suggestions faites par l'auteur de l'étude d'incidences, le demandeur de permis n'entend pas modifier son projet, il en rend compte de manière motivée dans sa demande.

Art. 74. § 1<sup>er</sup>. Les demandes de permis qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumises à une enquête publique.

§ 2. Les demandes de permis qui font l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sont soumises à une enquête publique :

- 1° lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande constate, conformément à l'article 68, que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;
- 2° dans les autres cas, lorsque la législation qui y est applicable l'impose.

§ 3. Les enquêtes publiques visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 respectent au minimum les principes suivants :

- 1° le dossier de demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences sont rendus publics;
- 2° la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences;
- 3° le délai d'enquête publique est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à évaluation des incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations.

Art. 75. Un dossier accessible au public peut être consulté, aux heures ouvrables, à un endroit que l'autorité compétente désigne. Ce dossier comprend la demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, copie des avis et correspondances adressés, en application des articles 68, 71 et 72, par les citoyens et les différents services ou organismes concernés. Les correspondances adressées et les avis écrits remis à l'autorité compétente, dans le cadre de l'enquête publique, sont, dès leur réception, insérés par celle-ci, dans le dossier.

Art. 76. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'autorité chargée d'examiner le caractère complet du dossier de la demande constate qu'un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le dossier de demande de permis, accompagné soit de la notice d'évaluation des incidences, soit de l'étude d'incidences, et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les instances chargées de la transmission du dossier aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article 77 sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Lorsqu'un projet situé sur le territoire d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement en Région wallonne, les informations visées à l'article 7.3 de la directive 85/337/C.E.E. concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/C.E., transmises par les autorités compétentes de cette autre Région ou de cet autre Etat, sont mises à la disposition du public concerné et des instances désignées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mises à la disposition du public et des instances visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° les modalités suivant lesquelles l'avis du public et des instances consultées est recueilli et transmis.

Art. 77. Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles sont rendus publics :

- 1° la décision de l'autorité compétente, accompagnée, le cas échéant, des conditions d'exploitation;
- 2° les motifs ayant fondé la décision;
- 3° le cas échéant, une description des principales mesures destinées à éviter, à réduire et, si possible, à compenser les effets négatifs importants du projet.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions pénales

Art. 78. Tout qui fera entrave à l'exercice de l'enquête publique ou soustraira à l'examen du public des pièces du dossier visé à l'article 75 sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 250 euros ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes chargées de l'étude d'incidences sont assimilées à des « personnes chargées d'un service public » pour l'application du titre IV, chapitre IV, du Code pénal réprimant la corruption.

#### CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 79. L'obligation prévue à l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, s'applique aux plans et programmes dont le premier acte préparatoire formel est postérieur au 21 juillet 2004. Les plans et programmes dont le premier acte préparatoire est antérieur à cette date et qui sont adoptés ou présentés plus de vingt-quatre mois après cette date sont soumis à l'obligation prévue à l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, à moins que le Gouvernement ne décide au cas par cas que cela n'est pas possible et n'informe le public de cette décision motivée en procédant à sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 80. Sans préjudice de la possibilité prévue à l'article 70 pour le Gouvernement de retirer temporairement ou définitivement un agrément, les agréments octroyés avant le 1<sup>er</sup> octobre 2002 restent valables jusqu'au terme pour lequel ils ont été octroyés.

Art. 81. Les demandes de permis ainsi que les recours administratifs organisés, introduits avant le 1<sup>er</sup> octobre 2002, sont traités selon la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

#### PARTIE VI. — CONVENTIONS ENVIRONNEMENTALES

Art. 82. Par « convention environnementale », il faut entendre toute convention passée entre la Région, qui est représentée à cet effet par le Gouvernement, d'une part, et un ou plusieurs organismes représentatifs d'entreprises, dénommés ci-après « l'organisme », d'autre part, en vue de prévenir la pollution de l'environnement, d'en limiter ou neutraliser les effets ou de promouvoir une gestion efficace de l'environnement.

La convention environnementale indique notamment :

- 1° son objet, en ce compris les dispositions législatives européennes ou régionales qu'elle vise à mettre en œuvre, ainsi que les objectifs à atteindre, en ce compris, le cas échéant, les objectifs intermédiaires;
- 2° les modalités suivant lesquelles elle peut être modifiée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;
- 3° les modalités suivant lesquelles elle peut être renouvelée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;
- 4° les modalités suivant lesquelles elle peut être résiliée conformément aux règles édictées par les dispositions de la présente partie;

- 5° les modalités suivant lesquelles, en cas de résiliation de la convention, la partie qui résilie la convention se conforme aux dispositions décrétales et réglementaires que la convention vise à mettre en œuvre;
- 6° les modalités de contrôle quant au respect de ses dispositions;
- 7° les modalités suivant lesquelles sont tranchées les difficultés quant à l'interprétation des clauses de la convention;
- 8° les clauses pénales en cas d'inexécution de la convention environnementale;
- 9° les motifs pour lesquels et les conditions dans lesquelles il peut être mis fin à la convention.

La convention environnementale peut formaliser la manière dont la ou les parties contractantes met ou mettent en œuvre ses ou leurs obligations.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des conventions environnementales qu'il détermine.

Art. 83. Un organisme peut conclure, modifier ou renouveler une convention environnementale avec la Région, pour autant qu'il réponde aux conditions suivantes :

- 1° jouir de la personnalité juridique;
- 2° être représentatif d'entreprises qui exercent une activité de même nature ou qui sont confrontées à un problème environnemental commun;
- 3° être mandaté par tout ou partie de ses membres.

Art. 84. La Région ne prend, pendant la durée de la convention environnementale, aucune disposition réglementaire par voie d'arrêté qui établirait relativement aux questions réglées par la convention environnementale des conditions plus restrictives que celles fixées par celle-ci.

La Région conserve cependant, moyennant une consultation préalable des parties à la convention environnementale, le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires requises lorsque l'urgence ou l'intérêt général le requièrent, ou afin de satisfaire à des obligations de droit international ou européen.

La Région reste habilitée, même pendant la durée de validité de la convention environnementale, à intégrer dans un arrêté tout ou partie des dispositions d'une convention environnementale.

Art. 85. La convention environnementale est obligatoire pour les parties contractantes dix jours après sa publication au *Moniteur belge*. La convention peut fixer un délai supérieur au délai précité.

La convention environnementale est obligatoire de droit pour toutes les entreprises qui adhèrent à l'organisme après la conclusion de la convention, sauf dérogation prévue dans l'acte d'adhésion ou dans la convention.

L'entreprise dont prend fin l'affiliation à un organisme qui a conclu une convention environnementale reste tenue des obligations qui lui incombent en vertu de cette convention.

La convention environnementale peut être source de droits ou d'obligations à l'égard de tiers concernés par son exécution.

Art. 86. § 1<sup>er</sup>. La convention environnementale est élaborée suivant les modalités reprises aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Le Gouvernement et un ou des organismes visés à l'article 83 établissent un projet de convention environnementale.

Le projet est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie. Dans les sept jours à dater de l'adoption du projet de convention, le Gouvernement annonce également cette publication par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande.

Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où ce projet de convention peut être consulté.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication du projet de convention environnementale au *Moniteur belge*.

§ 3. Le Gouvernement peut soumettre le projet de convention environnementale aux personnes et instances qu'il détermine. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le Gouvernement et les organismes ayant établi le projet de convention environnementale examinent les observations visées au paragraphe 2 et les avis visés au paragraphe 3, modifient, le cas échéant, le projet de convention et adoptent la convention environnementale.

La convention est conclue par la signature des parties contractantes.

§ 4. La convention environnementale est publiée au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

§ 5. Le Gouvernement adresse et présente au Parlement wallon un rapport bisannuel sur l'état d'avancement des différentes conventions environnementales en vigueur. Ce rapport indique notamment dans quelle mesure les objectifs intermédiaires sont réalisés, lorsque ces objectifs sont prévus par la convention.

Art. 87. Un organisme regroupant des entreprises qui satisfait aux conditions visées à l'article 83 peut adhérer à une convention environnementale avec l'assentiment de la Région, et selon la procédure arrêtée par le Gouvernement.

Cette adhésion fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

La convention environnementale est obligatoire pour l'organisme adhérent le jour de la publication de l'avis d'adhésion au *Moniteur belge*.

Art. 88. § 1<sup>er</sup>. Toute convention environnementale est conclue pour une période limitée qui ne peut être supérieure à dix ans.

Une évaluation de la convention environnementale est réalisée au terme de la convention et au moins une fois tous les cinq ans. Elle comporte notamment la vérification des objectifs fixés dans la convention.

§ 2. La Région et un ou plusieurs organismes contractants peuvent renouveler une convention environnementale moyennant la publication au *Moniteur belge* d'un avis annonçant le renouvellement six mois avant la date d'échéance de la convention et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont le renouvellement est envisagé peut être consultée.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce renouvellement. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de renouvellement de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent le renouvellement de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

Le renouvellement de la convention environnementale approuvé par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention signé par les parties contractantes, publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

Art. 89. Les parties contractantes peuvent modifier une convention environnementale pendant la durée de validité de cette convention moyennant publication au *Moniteur belge* d'un avis de modification et moyennant information du public par un avis inséré dans les pages de deux quotidiens d'expression française et d'un quotidien d'expression allemande. Cet avis indique au moins l'objet et la portée générale de la convention environnementale et de la modification envisagée, ainsi que l'endroit et les heures où la convention environnementale dont la modification est envisagée peut être consultée.

Cet avis est adressé aux personnes liées par la convention environnementale et qui ne sont plus membres d'un organisme signataire de cette convention.

Le Gouvernement peut également consulter les personnes et instances qu'il détermine sur ce projet de modification. Ces personnes et instances rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations aux services compétents du Gouvernement désignés à cet effet dans l'avis au public, dans les trente jours de la publication de l'avis de modification de la convention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement et les organismes ayant conclu la convention examinent les observations et avis visés aux alinéas précédents et approuvent la modification de la convention environnementale, amendée, le cas échéant, pour tenir compte des observations émises.

La modification de la convention environnementale approuvée par le Gouvernement fait l'objet d'un avenant à la convention, signé par les parties contractantes.

Cet avenant est adressé par le Gouvernement, par pli recommandé à la poste, aux personnes visées à l'alinéa 2. Dans un délai de quinze jours suivant la réception de cet avenant, ces personnes indiquent si elles souhaitent ne plus être liées par la convention ainsi modifiée ou si elles souhaitent être liées par la modification intervenue. En l'absence de réponse dans ce délai, elles sont réputées adhérer à la modification intervenue.

L'avenant est publié au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.

Cette modification entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* et est obligatoire pour toute personne liée auparavant par la convention, sans préjudice de l'alinéa 7.

Art. 90. A condition qu'elles observent un délai de résiliation, les parties contractantes peuvent de commun accord résilier à tout moment une convention environnementale.

Sauf clause contraire dans la convention, le délai de résiliation est de six mois. Le délai de résiliation prévu par la convention environnementale ne peut excéder un an. La résiliation de la convention est, sous peine de nullité, notifiée par une lettre recommandée à la poste aux signataires de la convention. Le délai de résiliation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit la notification.

La résiliation de la convention donne lieu à la publication par le Gouvernement d'un avis de résiliation au *Moniteur belge* ainsi que sur le site internet de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, qui indique l'objet de la convention résiliée et la date à laquelle la résiliation prend cours.

Art. 91. Toute convention environnementale prend fin de l'accord des parties contractantes ou à l'expiration du délai de validité ou par résiliation.

Art. 92. Les dispositions de la présente partie sont d'ordre public. Elles sont applicables aux conventions conclues après le 16 février 2002.

Les conventions conclues avant le 16 février 2002 ne peuvent être modifiées ou reconduites, sauf si la modification ou la reconduction sont conformes « aux dispositions de la présente partie et aux dispositions réglementaires les exécutant. Elles restent valables jusqu'à leur terme et au maximum jusqu'au 16 février 2007 ».

**Art. 2.** Sont abrogés :

1° le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, modifié par les décrets du 21 avril 1994, du 11 mars 1999 et du 15 mai 2003;

2° le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996;

3° le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable modifié par les décrets-programmes du 19 décembre 1996 et du 17 décembre 1997, et par les décrets du 22 janvier 1998 et du 15 avril 1999;

4° le décret du 6 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

5° le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut coordonner et mettre en concordance les dispositions décrétales visées à l'article 1<sup>er</sup> avec les arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au même objet, en y apportant les modifications qui se recommandent dans un but de simplification formelle, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions décrétales.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° distinguer les dispositions décrétales et les dispositions réglementaires respectivement :

a. sous les intitulés « Dispositions décrétales » et « Dispositions réglementaires »;

b. par la lettre « D » et la lettre « R » en tête de chaque numéro d'article;

3° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau.

La coordination portera l'intitulé suivant : « Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement : Dispositions communes et générales ».

§ 2. Le Gouvernement peut modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions des lois et des décrets qui ne font pas l'objet de la coordination visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, en vue de les mettre en concordance avec la numérotation du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement. Celui-ci peut établir des distinctions par article ou par disposition contenue dans un article.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

Notes

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 695 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 13 mai 2004.

Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2709

[C — 2004/27101]

## 27. MAI 2004 — Dekret über das Buch I des Umweltgesetzbuches (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Die nachstehenden Bestimmungen bilden den dekretbezogenen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches:

## "BUCH I — Gemeinsame und allgemeine Bestimmungen

## TEIL I — GRUNDSÄTZE DES UMWELTRECHTS UND ALLGEMEINE DEFINITIONEN

**Titel I — Grundsätze**

Artikel 1 - Die Umwelt, insbesondere Freiräume, Landschaften, natürliche Ressourcen und Lebensräume, Luft, Wasser, Boden, biologische Vielfalt und Gleichgewichte, gehören zum gemeinsamen Erben der Einwohner der wallonischen Region und bilden die Grundlage seiner Existenz, Zukunft und Entwicklung.

Die Umweltpolitik der Region beruht auf dem Grundsatz der vorbeugenden Maßnahme, laut dem einem Schaden eher vorgebeugt werden sollte, als dass er repariert wird.

Art. 2 - Die Region und die anderen öffentlichen Behörden, jede im Rahmen ihres Zuständigkeitsbereich und in Zusammenarbeit mit der Region, sind Verwalter der Umwelt und Bürgen ihrer Erhaltung und nötigenfalls ihrer Wiederherstellung.

Jede Person achtet auf die Wahrung der Umwelt und trägt zu deren Schutz bei.

Die in Absatz 2 erwähnten Anforderungen werden in die Festlegung und Durchführung der anderen politischen Maßnahmen der Region mit einbezogen.

Art. 3 - Die Umweltpolitik der Region lässt sich von den folgenden drei Grundsätzen leiten:

1° dem Grundsatz der Vorsichtsmaßnahmen, laut dem das Fehlen wissenschaftlicher Gewissheit das Ergreifen effektiver und proportionierter Maßnahmen zu einem sozial und wirtschaftlich annehmbaren Preis zwecks der Verhütung eines Risikos schwerer und nicht umkehrbarer Schäden für die Umwelt nicht hinauszögern darf;

2° dem Verursachergrundsatz, laut dem die durch das Ergreifen von Maßnahmen zur Vorbeugung, Reduzierung und Bekämpfung der Umweltverschmutzung verursachten Kosten von dem Verschmutzer zu tragen sind;

3° dem Grundsatz der Wiedergutmachung, vorrangig an der Quelle, der Umweltschädigung.

Art. 4 - Das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen im Besitz der öffentlichen Behörden wird jeder natürlichen oder juristischen Person gewährt, ohne dass diese ein Interesse geltend zu machen braucht.

Die öffentlichen Behörden verbreiten die Umweltinformationen in ihrem Besitz und stellen sie der Öffentlichkeit zur Verfügung.

Art. 5 - Die Erziehung und Ausbildung in Umweltfragen tragen zur Ausübung der in dem vorliegenden Titel angeführten Rechte und Pflichten bei.

Die Region berücksichtigt in der Ausarbeitung ihrer Umweltpolitik verfügbare technische und wissenschaftliche Angaben. Die wissenschaftliche Forschung und die Entwicklung der Kenntnisse müssen ihren Beitrag zur Erhaltung und Aufwertung der Umwelt leisten.

**Titel II — Definitionen**

Art. 6 - Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1° "CWATUP": der "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

2° "Erklärung": die in Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Urkunde;

3° "CWEDD": der "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

4° "Wallonisches Parlament": der Wallonische Regionalrat;

5° "Umweltgenehmigung": der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beschluss.

## TEIL II — BERATUNGSINSTANZ

Art. 7 - Es wird ein "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) eingerichtet.

Art. 8 - Dieser Rat hat zur Aufgabe, die ihm durch die Artikel 30 bis 48 und die Artikel 49 bis 81 übertragenen Pflichten, sowie weitere Aufgaben zu erfüllen, die ihm von der Regierung anvertraut werden können.

Art. 9 - Die Regierung legt die Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Rates fest.

Sie kann die Aufgliederung des Rates in spezialisierte Abteilungen vorsehen und die Regeln bestimmen, aufgrund deren diese Abteilungen rechtsgültig im Namen des Rates beraten.

## TEIL III — INFORMATION UND SENSIBILISIERUNG IN SACHEN UMWELT

**Titel I — Zugang zu Umweltinformationen**

Art. 10 - Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen über die Verfahren zur Bevölkerungs- und Nachbarschaftsbefragung werden der freie Zugang zu den Umweltinformationen sowie deren Verbreitung gemäß dem vorliegenden Titel gewährleistet.

Art. 11 - Im Sinne des vorliegenden Titel gelten folgende Bestimmungen:

1° "öffentliche Behörden": die Gemeinde-, Provinzial- und Regionalverwaltungen, sowie die Einrichtungen, die in Sachen Umwelt öffentliche Verantwortung tragen und von den öffentlichen Behörden kontrolliert werden.

Die Personen, die im Rahmen ihrer Rechtssprechungszuständigkeit tätig sind, sowie die gesetzgebenden Einrichtungen sind nicht in dieser Definition einbezogen.



2° "Daten, die sich im Besitz der öffentlichen Behörden befinden": alle Daten, die die in dem vorliegenden Artikel, 1° erwähnten Einrichtungen eingeholt oder erarbeitet haben, mit Ausnahme der Protokolle und Berichte, die für die Staatsanwaltschaft bestimmt sind, und die zu folgenden Aufzeichnungen gehören:

- a. den schriftlichen Dokumenten, wie z.B. Berichte, Studien, Gutachten und Beschlüsse;
- b. der Datenbank aus der elektronischen Datenverarbeitung;
- c. den Bildaufzeichnungen;
- d. den Tonaufzeichnungen.

Bezüglich der Informationen im Besitz der Gemeinde- und Provinzialverwaltungen, sowie der Einrichtungen, die in Sachen Umwelt öffentliche Verantwortung tragen und von den öffentlichen Behörden kontrolliert werden, betrifft der vorliegende Titel nur die Dokumente, die im Hinblick auf die Anwendung einer Regelung erstellt oder erarbeitet worden sind, die in einer der in Punkt 3° erwähnten und in den regionalen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten von der Wallonischen Region oder, vor den Sondergesetzen zur Reform der Institutionen, vom Staat aufgestellt worden ist;

3° "Umweltinformationen": alle faktuellen oder rechtlichen Daten in Bezug auf einen der in Artikel 6, § 1, I, II, II, IV, V des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Bereiche, die Folgendes betreffen:

- a. den Zustand der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume sowie seine Veränderungen;
- b. die Projekte und Tätigkeiten, die die Umwelt beeinträchtigen oder die menschliche Gesundheit und die Tier- und Pflanzenarten gefährden könnten, insbesondere was die Emission, die Ableitung bzw. die Freisetzung von Substanzen, Strahlungen, Vibrationen, Lebewesen oder Energie ins Wasser, in die Luft oder in den Boden, sowie die Herstellung und die Benutzung von gefährlichen Produkten und Substanzen betrifft;
- c. die Maßnahmen zur Erhaltung, zum Schutz und zur Verbesserung der Qualität der Gewässer, der Luft, des Bodens, der Tier- und Pflanzenwelt und der natürlichen Lebensräume, sowie die Maßnahmen zur Vorbeugung und zum Ausgleich der Schäden, die verursacht werden könnten.

Art. 12 - § 1. Der Zugang zu den Daten, die zu den in Artikel 11, 2°, a) erwähnten schriftlichen Dokumenten gehören, erfolgt nach Wahl des Antragstellers entweder durch eine kostenlose Einsichtnahme vor Ort oder durch die Ausstellung von Kopien, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

§ 2. Die Daten, die zu der Datenbank und zu den Bild- bzw. Tonaufzeichnungen im Sinne von Artikel 11, 2°, b) bis d) gehören, können durch die Ausstellung von Kopien übermittelt werden, deren Realkosten zu Lasten des Antragstellers gehen.

Art. 13 - § 1. Jeder Antrag auf Übermittlung von Daten über die Umwelt muss schriftlich gestellt werden und seinen Gegenstand auf angemessene Weise angeben.

§ 2. Die öffentliche Behörde muss den Empfang der in Artikel 12 und in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Anträge innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang des Antrags bestätigen.

Diese Empfangsbestätigung muss auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs seitens des Antragstellers deutlich hinweisen und die Frist angeben, innerhalb deren er die Daten gemäß Artikel 15 erhalten wird.

Art. 14 - Die öffentlichen Behörden müssen die Maßnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Dokumente, die die angeforderten Daten enthalten, zu übermitteln und sie dem Antragsteller zur Verfügung zu stellen; sie können den Antrag jedoch als unzulässig ablehnen, wenn er sich auf die Übermittlung noch nicht abgeschlossener Schriftstücke oder noch nicht aufbereiteter Daten oder interner Mitteilungen bezieht oder wenn er offensichtlich missbräuchlich oder zu allgemein formuliert ist.

Art. 15 - § 1. Die öffentliche Behörde erteilt dem Antragsteller die Daten so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb des Monats ab dem Eingang des Antrags.

§ 2. Die öffentliche Behörde kann die in § 1 erwähnte Frist um einen Monat verlängern, wenn es ihr praktisch unmöglich ist, den Zugang in der vorgeschriebenen Frist zu erteilen. Diese Unmöglichkeit ist ordnungsgemäß zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Die öffentliche Behörde weist den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hin.

Art. 16 - § 1. Wenn die Übermittlung von Daten völlig oder teilweise verweigert wird, muss diese Verweigerung jedesmal in einem Beschluss begründet werden, der dem Antragsteller schriftlich mitgeteilt wird.

§ 2. Die Mitteilung einer Verweigerung muss den Antragsteller deutlich auf die Möglichkeiten und die Modalitäten eines Einspruchs im Sinne von Artikel 17 hinweisen.

Art. 17 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass die aufgrund des Artikels 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgesetzte Frist zu lang ist, oder die der Ansicht ist, dass ihr Antrag auf Information zu Unrecht abgelehnt oder nicht beachtet worden ist oder dass sie von der öffentlichen Behörde eine unzulängliche Antwort erhalten hat, kann einen Einspruch gegen den Beschluss gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln erheben.

§ 2. Wenn die Daten nach Ablauf der in Anwendung von Artikel 15, § 2 von der öffentlichen Behörde festgelegten Frist nicht übermittelt worden sind, hat der Antragsteller die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln einzureichen.

Art. 18 - § 1. Unbeschadet der nationalen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region zur Anwendung kommen, kann das durch den vorliegenden Titel zugesicherte Recht auf Zugang zu den Informationen eingeschränkt werden, wenn die Ausübung dieses Rechts Folgendes beeinträchtigen könnte:

- die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, des Ständigen Ausschusses;
- die Geheimhaltung der interregionalen, nationalen, internationalen Verhandlungen der Region;
- die Geheimhaltung der vor Gericht eingeleiteten Verfahren;
- Geschäfts- und Betriebsgeheimnisse;
- die die Geheimhaltung des Privatlebens, insbesondere die Einhaltung der Bestimmungen über den Schutz der Vertraulichkeit der namentlichen Daten, des Verwaltungsarchivs und der Verwaltungsdateien.

§ 2. Die Dokumente werden nur auszugsweise übermittelt, sofern es möglich ist, Informationen, deren Verbreitung die im vorhergehenden Paragraphen angeführten Interessen beeinträchtigen würde, aus den dem Antragsteller auszustellenden Kopien zu entfernen.

§ 3. Dem Antragsteller dürfen keine Gründe entgegengehalten werden, die sich auf die Geheimhaltung des Privatlebens oder auf Geschäfts- bzw. Betriebsgeheimnisse stützen, wenn es um Begebenheiten geht, die seine eigene Person betreffen.

Art. 19 - § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die feststellt, dass Informationen, die sich im Besitz der öffentlichen Behörde befinden und entweder den Zustand der Umwelt oder ihre Tätigkeiten betreffen, falsch oder unvollständig sind, kann die Streichung der Fehler bzw. die Berichtigung der Informationen beantragen.

§ 2. Wenn die öffentliche Behörde dem Antrag auf Berichtigung innerhalb einer Frist von einem Monat nicht nachkommt, wird davon ausgegangen, dass sie ihn ablehnt.

Art. 20 - Die Regierung bestimmt das Muster der Dokumente, die zu benutzen sind, damit die öffentliche Behörde den Anforderungen des Artikels 13, § 2, des Artikels 15 und des Artikels 16 nachkommen kann.

## Titel II — Umwelterziehung

Art. 21 - Der vorliegende Titel hat zum Ziel, in der Wallonischen Region ein Netz von Zentren für die Umwelterziehung einzuführen, die zum Empfang der Öffentlichkeit bestimmt sind, um diese über Umweltfragen zu informieren, ihr Umweltbewusstsein zu wecken und sie in Sachen Umwelt auszubilden.

Art. 22 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "VoE": eine gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Erteilung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und öffentlichen Einrichtungen gegründete Vereinigung ohne Erwerbszweck;

2° "C.R.I.E.": "Centre régional d'initiation à l'environnement" (Regionales Zentrum für Umwelterziehung).

Art. 23 - Die Regierung teilt die "C.R.I.E." » nach folgenden Kriterien auf:

1° das geographische Gleichgewicht;

2° das Interesse des Naturerbes;

3° die Bevölkerungsdichte.

Art. 24 - Jedes "C.R.I.E." hat als wichtigste Aufgabe, die allgemeinen Kenntnisse in Umweltfragen bei den Jugend- und Erwachsenenorganisationen, Schulen, Familien und Behörden zu fördern.

In diesem Zusammenhang sorgt das "C.R.I.E." für Folgendes:

1° eine Anregungsmethode, Lehrmittel und Unterrichtsmaterial planen, verbreiten und zur Verfügung stellen;

2° Veranstaltungen und Aktivitäten zur Förderung des Interesses der Öffentlichkeit für die Umwelt organisieren;

3° Praktische Kurse organisieren;

4° Ausbildungsgänge organisieren;

Jedes "C.R.I.E." ist mindestens in einem mit Umweltfragen verbundenen Sachbereich spezialisiert, im Sinne des Artikels 6, § 1, II, 1°, 2°, 3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et V, 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen.

Art. 25 - Die Regierung gewährt nach dem von ihr festgelegten Verfahren und nach Stellungnahme des in Artikel 29 erwähnten Begleitausschusses die Zulassung der VoE, die mit der Verwaltung der "C.R.I.E." beauftragt werden. Sie bestimmt die Fälle und das Verfahren, in denen die Zulassung entzogen werden kann.

Die Dauer der Zulassung wird auf drei Jahre festgelegt und kann erneuert werden.

Die VoE muss folgende Bedingungen erfüllen, um zugelassen zu werden:

1° ihre Zielsetzung entspricht den in Artikel 21 erwähnten Zielen;

2° zu den Mitgliedern ihres Verwaltungsrats gehören mindestens zwei Personen, die eine pädagogische Befähigung und zwei Personen, die eine wissenschaftliche Befähigung in Zusammenhang mit Umweltfragen nachweisen können;

3° ihr Projekt entspricht den in Artikel 24 erwähnten Aufgaben;

4° sie verfügt über eine gesunde Finanzverwaltung;

Die Zulassung betrifft folgende Elemente:

1° die Zielsetzung der Aufgabe;

2° die Modalitäten für die Kontrolle der Durchführung der Aufgabe;

3° die von der VoE vorzulegenden Unterlagen, insbesondere der Tätigkeitsbericht und der Rechnungsbericht;

4° die von der VoE für die Ausführung ihrer Aufgabe zur Verfügung gestellten Mittel;

5° die jeweiligen Verpflichtungen der Regierung und der VoE.

Art. 26 - Während der Zulassungsdauer stellt die Regierung der zugelassenen VoE aufgrund des Artikels 25 die zur Ausführung der in Artikel 24 erwähnten Aufgaben beweglichen und unbeweglichen Güter zur Verfügung.

Art. 27 - Die Regierung beteiligt sich an der Finanzierung der "C.R.I.E.", indem sie einen jährlichen Zuschuss gewährt, dessen Betrag sie für jedes Zentrum festlegt.

Die Regierung bestimmt die Zahlungsmodalitäten des jährlichen Zuschusses.

Art. 28 - Die Regierung wird mit der administrativen Bearbeitung und der Kontrolle für die Verwendung der Zuschüsse der "C.R.I.E." beauftragt.

Die Regierung übernimmt die jährliche Bewertung der in den "C.R.I.E." verrichteten Arbeiten, insbesondere auf der Grundlage eines Tätigkeitsberichts, den die aufgrund des Artikels 25 zugelassene VoE der Regierung jährlich übermitteln.

Art. 29 - Ein Begleitausschuss wird gegründet, dessen Aufgabe es ist, die Kohärenz und die Bewertung der in den "C.R.I.E." verrichteten Arbeiten zu gewährleisten und die Regierung im Rahmen des Zulassungsverfahrens zu beraten.

Die Regierung verabschiedet die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen.

## TEIL IV — UMWELTPLANUNG IM RAHMEN EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 30 - Die Umweltplanung zielt auf Folgendes ab:

- 1° die Bewahrung der Naturschätze und Ökosysteme;
- 2° die Vermeidung und Verminderung der durch menschliches Einwirken hervorgerufenen Umweltbeeinträchtigungen;
- 3° die Berücksichtigung der nachhaltigen Entwicklung auf regionaler Ebene.

Art. 31 - Die Umweltplanung umfasst:

- 1° die Erstellung eines jährlichen Berichts über den Zustand der Umwelt in der Wallonie;
- 2° die Erstellung eines fünfjährigen Umweltplans für eine dauerhafte Entwicklung;
- 3° die Erstellung sektoraler Programme;
- 4° die Erstellung kommunaler Umwelt- und Naturförderungspläne.

KAPITEL II — *Bericht über den Zustand der Umwelt in Wallonien*

Art. 32 - Jedes Jahr vor der Einreichung des Haushaltsplans und spätestens vor dem 15. November legt die Regierung dem wallonischen Parlament einen Bericht "über den Zustand der Umwelt in der Wallonie" vor, zu dem Letzterer durch Beschluss Stellung nimmt.

Art. 33 - Der Bericht "über den Zustand der Umwelt in Wallonien" enthält eine kritische, entwicklungsfähige und vorausschauende Bestandsaufnahme der verschiedenen Komponenten der Umwelt und die durch menschliches Einwirken ausgeübten Einflüsse. Er umfasst eine Analyse der im Umweltbereich von den öffentlichen Behörden, den Unternehmen und den freiwilligen Verbänden verfolgten Tätigkeiten im Umweltbereich. Er umfasst ebenso einen Bericht über den Stand der Übertragung der europäischen Richtlinien für den Umweltbereich und zur Übereinstimmung mit den internationalen Verpflichtungen auf dem Gebiet der Umwelt sowie eine Bilanz der in der Wallonischen Region unternommenen Bemühungen auf dem Gebiet einer dauerhaften Entwicklung, um die im Rahmen der Konferenz von Rio im Juni 1992 über Umwelt und Entwicklung erarbeiteten internationalen Vereinbarungen und die im Aktionsprogramm 21 festgelegten Prinzipien zur Ausführung zu bringen.

Art. 34 - Der Bericht "über den Zustand der Umwelt in Wallonien" wird von der DGRNE ("Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) in enger Zusammenarbeit mit den frankophonen Universitäten und Forschungszentren Walloniens und Brüssels erstellt. Die Regierung definiert die praktischen Bedingungen für die Realisierung des Berichts.

Art. 35 - Auf Initiative der Regierung ist dieser Bericht Gegenstand einer Konsultierung und Rundtischdiskussion, zu der der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region und der in Artikel 7 erwähnte CWEDD geladen sind. Der CWEDD erstellt eine Zusammenfassung, die die Ergebnisse dieser Konsultation sowie eine prospektive Notiz enthält, in der Empfehlungen zur Bekämpfung und Vermeidung von Umweltbeeinträchtigungen aufgeführt werden können.

Art. 36 - Der Bericht über den "Zustand der Umwelt in Wallonien" und die vom CWEDD erarbeiteten Notizen werden auf Initiative der Regierung in großer Auflage verbreitet, insbesondere an die Mitglieder des Wallonischen Parlaments, die betroffenen industriellen und landwirtschaftlichen Kreise, die Verbraucherschutzvereinigungen, sowie an schulische und paraschulische Einrichtungen.

KAPITEL III — *Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung*

Art. 37 - Die Regierung erstellt einen Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung. Er legt die mittel- und langfristig zu befolgenden Leitlinien im Laufe jener Beschlüsse fest, die von der Regierung, der Regionalverwaltung, den pararegionalen Unternehmen, den mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes betrauten Privatpersonen, sowie in den Bereichen regionalen Interesses von den Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen gefasst werden.

Art. 38 - Der Plan beruht vor allem auf den in Ausführung des Kapitels II erstellten Berichten über den Zustand der Umwelt in der Wallonie und den vom CWEDD erarbeiteten Notizen, sowie auf den von der Vollversammlung der Vereinten Nationen und dem Rat der Europäischen Union im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung festgelegten Aktionsprogrammen.

Art. 39 - Der Plan enthält insbesondere folgende Elemente:

- 1° die für die verschiedenen Teilbereiche der Umwelt zu erreichenden Zielsetzungen und die zu fördernden Aktionsmittel;
- 2° die Elemente, die eine Integration der Umwelt und der Erhaltung der Naturschätze in den Entwicklungsprozess der Region, sowie in die Gesamtheit der regionalen sektoralen politischen Maßnahmen gestatten.

Art. 40 - Die Regierung erarbeitet den Vorentwurf des Planes bzw. lässt diesen ausarbeiten.

Die Regierung kann die Dienste der Wallonischen Region, die pararegionalen Unternehmen, die Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen um die Übermittlung aller Informationen und Daten anfordern, die für die Erarbeitung des Planentwurfes erforderlich sind.

Die Regierung kann ebenfalls Informationen und Daten bei Unternehmen einsammeln. Es ist ihr untersagt, die eventuell in den eingeholten Informationen enthaltenen Fabrikationsgeheimnisse insgesamt oder teilweise bekannt zu geben, wenn die Unternehmen, die diese Informationen mitgeteilt haben, diejenigen angeben, die vertraulich sind, und um deren Geheimhaltung bitten.

Art. 41 - Zum Planentwurf führt die Regierung während eines Zeitraums von dreißig Tagen eine öffentliche Untersuchung durch. Die Gemeindebehörden informieren die Bevölkerung. Sie nehmen die Bemerkungen der Bevölkerung entgegen und übermitteln diese der Regierung gleichzeitig mit ihren eventuellen begründeten Gutachten.

Art. 42 - Gleichzeitig mit der öffentlichen Untersuchung zum Planentwurf konsultiert die Regierung die Provinzen, Gemeinden, die Gemeindevereinigungen in den Bereichen der Wassergewinnung und -versorgung und im Bereich der Abfälle, die anerkannten Vereinigungen für die Klärung, den CWEDD, den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region, sowie jegliche andere Einrichtung, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet.

Diese übermitteln ihre eventuellen begründeten Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der in Artikel 41 vorgesehenen Frist an die Regierung.

Art. 43 - Die Regierung genehmigt den Plan durch Erlass nach erfolgter Beratung.

Die Regierung unterbreitet den Plan dem wallonischen Parlament, das durch Beschluss Stellung nimmt.

Die Regierung teilt den Plan den in Artikel 37 erwähnten Behörden und Einrichtungen, sowie jenen anderen Stellen mit, deren direkte Information sie für zweckmäßig hält.

Sie gewährleistet die auszugsweise Veröffentlichung dieses Plans im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 44 - Die Regierung kann Sonderbedingungen betreffend die Genehmigung des Plans festlegen. Sie kann insbesondere die Fristen für die öffentliche Untersuchung und die Übermittlung der Gutachten durch von ihr konsultierten Einrichtungen verlängern.

Art. 45. Der Plan wird alle fünf Jahre erstellt. Solange er nicht ersetzt worden ist, bleibt er in Anwendung. Die Regierung kann die zu entwickelnden Aktionsmittel jährlich neu bewerten.

#### KAPITEL IV - Sektorale Programme und Pläne zur Bewirtschaftung von Wassereinzugsgebieten

Art. 46 - Die Regierung erstellt sektorale Programme in den folgenden Bereichen:

1° ein Plan für die Abfallbewirtschaftung, wie er durch das Dekret vom 27. Juli 1996 über die Abfälle vorgesehen ist;

2° ein Aktionsprogramm für die Luftqualität;

3° ein Aktionsprogramm für die Bodenqualität;

4° ein Aktionsprogramm für den Naturschutz.

In jedem wallonischen Wassereinzugsgebiet erstellt die Behörde des Wassereinzugsgebiets einen in Artikel 24 des Buches II erwähnten Bewirtschaftungsplan.

Art. 47 - Die sektoralen Programme können separat oder als Gruppe erstellt werden.

Sie bestimmen die sektoralen Leitlinien gemäß Artikel 37 und werden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 40 bis 45 erstellt, ausgenommen die Bestimmungen bezüglich der Häufigkeit ihrer Erarbeitung und unbeschadet der von der Regierung festgelegten abweichenden Bestimmungen, um die Besonderheiten des betreffenden Sektors zu berücksichtigen.

Der Bewirtschaftungsplan des wallonischen Wassereinzugsgebiets wird gemäß den Bestimmungen des Artikels 26 ff. des Buches II erstellt.

#### KAPITEL V — Kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan

Art. 48 - Der Gemeinderat kann einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan erstellen.

Dieser Plan enthält insbesondere die nachstehenden Elemente:

1° die von der Gemeinde eingeleiteten Maßnahmen im Bereich der Abfälle, des Oberflächen- und Grundwassers, des Abwassers, der Lärmbelästigung, der Luftverschmutzung und Bodenverseuchung, des Naturschutzes, der Naturförderung, der öffentlichen Gesundheit im allgemeinen und der Sensibilisierung der Bevölkerung für diese verschiedenen Themen;

2° die zu erreichenden Zielsetzungen und die Aktionsmittel, die in den in Punkt 1° aufgeführten Bereichen zu fördern sind, insbesondere unter Beachtung des in den Kapiteln III und IV erwähnten Plans und der Regionalprogramme.

Die Regierung bestimmt das Genehmigungsverfahren des Plans.

Der Plan wird für eine Dauer von fünf Jahren erstellt. Solange er nicht ersetzt worden ist, bleibt er in Anwendung. Der Gemeinderat kann die zu entwickelnden Aktionsmittel jährlich neu bewerten.

Der Gemeinderat kann den kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan gemeinsam mit dem Strukturschema der Gemeinde genehmigen. In diesem Fall gilt als einziges Genehmigungsverfahren jenes, das in Artikel 17 des CWATUP vorgesehen ist.

Die Regierung kann den Gemeinden, die einen kommunalen Umwelt- und Naturförderungsplan erstellen, einen Zuschuss unter den von ihr festgelegten Bedingungen gewähren.

#### TEIL V — BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

##### KAPITEL I — Definitionen und Grundsätze

Art. 49 - Zur Anwendung des vorliegenden Teils gelten folgende Definitionen:

1° "zuständige Behörde": jedes beratende oder nicht beratende Organ, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer öffentlichen Aufgabe beauftragt und zur Aussetzung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Genehmigung befugt ist, einschließlich der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde;

2° "Umweltverträglichkeitsprüfung": die von einer zugelassenen Person durchgeführte wissenschaftliche Untersuchung, welche die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt hervorhebt;

3° "Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit": das Dokument, das die wichtigsten ökologischen Parameter des Projekts beinhaltet und dessen Auswirkungen auf die Umwelt hervorhebt;

4° "Genehmigungen":

a. die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilten Genehmigungen;

b. die aufgrund der Artikeln 84, 89 und 127 des CWATUP gewährten Genehmigungen;

c. die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden ausgestellten Erschließungsgenehmigungen;

d. die von der Regierung angeführten, in Anwendung der Gesetze, Dekrete, Regelungen getroffenen Verwaltungsmaßnahmen, durch die die gesamte oder teilweise Durchführung oder die Möglichkeit zur Durchführung eines Projekts entschieden wird;

5° "Raumordnungsplan": der Raumordnungsplan im Sinne des CWATUP;

6° "Pläne und Programme": die Pläne und Programme, sowie deren Abänderungen:

a. die von einer Behörde, das heißt einer natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person, die eine Aufgabe öffentlichen Dienstes auf regionaler oder lokaler Ebene wahrnimmt, erstellt und/oder verabschiedet werden, oder die von einer Behörde im Hinblick auf deren Verabschiedung durch das Wallonische Parlament oder die Wallonische Regierung erstellt werden;

b. und die durch dekretale, vorschriftmäßige und administrative Bestimmungen vorgesehen werden;

7° "Projekt": jeder Vorgang, Bau, Abriss, Umbau, jedes Bauwerk, jede Tätigkeit, Erweiterung oder Außerbetriebsetzung von Anlagen, dessen bzw. deren Durchführung von einer natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts beabsichtigt wird;

8° "Öffentlichkeit": eine oder mehrere natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, sowie die Vereinigungen, Organisationen und Gruppen, die diese Personen aufnehmen;

9° "Umweltverträglichkeitsbericht": der Teil der Unterlagen bezüglich des Plans oder Programms, die die in Artikel 56 vorgesehenen Informationen enthalten;

10° "nichttechnische Zusammenfassung": das Dokument, das die wichtigsten Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Synthese der Einwirkungen des Projekts auf die Umwelt, eine Vorlage der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe darlegt;

11° "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme": die Ausarbeitung eines Umweltverträglichkeitsberichts, die Durchführung von Öffentlichkeitsbefragungen, die Berücksichtigung des besagten Berichts und der Ergebnisse der Öffentlichkeitsbefragungen bei der Beschlussfassung, sowie die Übermittlung von Informationen über den Beschluss gemäß den Artikeln 52 bis 61;

12° "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte": die gesamten Verfahren der dekretalen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen des vorliegenden Teils, die vor jeder Genehmigung die Berücksichtigung der Umweltverträglichkeit der Projekte als Bestandteil des Beschlusses regeln.

Art. 50 - Die Durchführung der durch den vorliegenden Teil vorgesehenen Verfahren muss hauptsächlich zum Ziel haben:

- die Qualität der Lebensverhältnisse und -bedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;
- den Lebensraum und die Naturschätze derart zu bewirtschaften, dass deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;
- zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu genießen;
- im Hinblick auf die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung ein hohes Umweltschutzniveau sicherzustellen und dazu beizutragen, dass Umwelterwägungen bei der Ausarbeitung und Annahme von Plänen und Programmen einbezogen werden.

Art. 51 - In der Wallonischen Region werden ein System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme und ein System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte eingerichtet.

#### KAPITEL II - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme

Art. 52 - Die Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme wird während der Ausarbeitung und vor der Annahme eines Plans oder Programms oder dessen Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren durchgeführt.

Die für die Ausarbeitung der Pläne und Programme vorgesehenen Fristen werden zwischen dem Datum des in Artikel 53, § 1 und § 2 erwähnten, bei der Regierung eingereichten Befreiungsantrags oder dem Datum des Antrags auf die Festlegung durch die Regierung des in Artikel 55 erwähnten Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und dem Datum der Genehmigung des Umweltverträglichkeitsberichts ausgesetzt.

Art. 53 - § 1. Eine Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme wird gemäß den Artikeln 52 bis 61 für die Pläne und Programme, sowie für deren Abänderungen durchgeführt, deren Liste I von der Regierung aufgestellt wird, und die:

- in den Bereichen Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Fischerei, Energie, Industrie, Verkehr, Abfallwirtschaft, Wasserwirtschaft, Telekommunikation, Fremdenverkehr, ausgearbeitet werden und durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung der in der aufgrund des Artikels 66, § 2 aufgestellten Liste aufgeführten Projekte gesetzt wird;
- einer Bewertung gemäß Artikel 29 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur unterliegen.

Wenn ein in Absatz 1 erwähnter Plan oder ein Programm die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt, geringfügige Änderungen der in Absatz 1 erwähnten Pläne oder Programme darstellt oder nicht den Rahmen für die künftige Genehmigung der in der aufgrund des Artikels 66, § 2 aufgestellten Liste aufgeführten Projekte setzt, und wenn sein Autor der Ansicht ist, dass dieser Plan oder dieses Programm keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, kann er bei der Regierung beantragen, dass dieser Plan oder dieses Programm von der Bewertung der Umweltverträglichkeit befreit wird. Der Autor des Plans oder Programms begründet seinen Antrag im Verhältnis zu den in Artikel 54 erwähnten Kriterien, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann.

Die Regierung konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Abschluss der Konsultierungen befindet die Regierung über den Befreiungsantrag. Der Beschluss der Regierung und die Gründe, aus denen sie beschlossen hat, den Plan oder das Programm von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien, werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Die anderen als die in § 1 erwähnten Pläne und Programme, durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung der Projekte gesetzt wird, unterliegen der Bewertung der Umweltverträglichkeit, wenn sie erhebliche Umweltauswirkungen haben können. Die Regierung stellt die Liste II dieser Pläne und Programme auf, indem sie die Kriterien anwendet, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der in Artikel 54 erwähnten Auswirkungen bestimmt werden kann, und konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet.

Falls der Autor des in der Liste II angeführten Plans oder Programms der Ansicht ist, dass dieser Plan oder dieses Programm keine erheblichen Umweltauswirkungen haben könnte, kann er bei der Regierung beantragen, dass dieser Plan oder dieses Programm von der Bewertung der Umweltverträglichkeit befreit wird. Er Autor begründet seinen Antrag im Verhältnis zu den in Artikel 54 erwähnten Kriterien, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann. Die Regierung konsultiert den CWEDD, die betroffenen Gemeinden und diejenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Gutachten als günstig betrachtet. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Abschluss der Konsultierungen befindet die Regierung über den Befreiungsantrag. Der Beschluss der Regierung und die Gründe, aus denen sie beschlossen hat, den Plan oder das Programm von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien, werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 3. Die Regierung kann die Pläne und Programme, die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten und die nicht durch dekretale, vorschriftmäßige oder administrative Bestimmungen vorgesehen sind, einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß dem vorliegenden Kapitel unterwerfen.

§ 4. Folgende Pläne und Programme werden nicht einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß des vorliegenden Artikels unterworfen:

1° die Pläne und Programme, die ausschließlich Zielen der Landesverteidigung oder des Katastrophenschutzes dienen;

2° die Finanz- oder Haushaltspläne und -programme;

3° die Pläne und Programme, die in den laufenden jeweiligen Programmplanungszeiträumen für die Verordnungen Nr. 1260/1999 und Nr. 1257/1999 des Rates mitfinanziert werden;

4° der in Artikel 24, § 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte Plan der technischen Vergrabungszentren.

§ 5. Die Pläne und Programme, deren Umweltverträglichkeitsbewertung vom CWATUP geregelt wird, sind nicht von dem vorliegenden Artikel betroffen.

Art. 54 - Um festzustellen, ob die Pläne und Programme erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, werden die nachstehenden Kriterien berücksichtigt, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann:

1° die Merkmale der Pläne und Programme, insbesondere in Bezug auf:

a. das Ausmaß, in dem der Plan oder das Programm für Projekte und andere Tätigkeiten in Bezug auf Standort, Art, Größe und Betriebsbedingungen oder durch die Inanspruchnahme von Ressourcen einen Rahmen setzt;

b. das Ausmaß, in dem der Plan oder das Programm andere Pläne und Programme - einschließlich solcher in einer Planungs- oder Programmhierarchie - beeinflusst;

c. die Übereinstimmung des Plans oder Programms mit der Einbeziehung der Umwelterwägungen, insbesondere im Hinblick auf die Förderung der nachhaltigen Entwicklung;

d. die für den Plan oder das Programm relevanten Umweltprobleme;

e. die Übereinstimmung des Plans oder Programms mit der

Durchführung der Umweltgesetzgebung;

2° die Merkmale der Auswirkungen und der voraussichtlich betroffenen Gebiete, insbesondere in Bezug auf:

a. die Wahrscheinlichkeit, Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkungen;

b. den kumulativen Charakter der Auswirkungen;

c. den grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkungen;

d. die Risiken für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt;

e. den Umfang und die räumliche Ausdehnung der Auswirkungen, das heißt das geographische Gebiet und die Anzahl der voraussichtlich betroffenen Personen;

f. die Bedeutung und die Sensibilität des voraussichtlich betroffenen Gebiets aufgrund folgender Faktoren:

— besondere natürliche Merkmale oder kulturelles Erbe,

— Überschreitung der Umweltqualitätsnormen oder der Grenzwerte,

— intensive Bodennutzung;

— die Auswirkungen auf Gebiete oder Landschaften, deren Status als national, europäisch oder international geschützt anerkannt ist.

Art. 55 - Der Autor eines einer Umweltverträglichkeitsbewertung gemäß Artikel 53 unterliegenden Plans oder Programms, wenn es sich nicht um die Regierung handelt, übermittelt der Regierung oder der zu diesem Zweck beauftragten Person den Entwurf des Plans oder des Programms, damit diese den Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts in Anwendung des Artikels 56 bestimmt.

Art. 56 - § 1. Ist eine Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme aufgrund des Artikels 53 durchzuführen, erstellt der Autor des Plans oder Programms einen Umweltverträglichkeitsbericht, in dem die voraussichtlichen erheblichen Auswirkungen, die die Durchführung des Plans oder Programms auf die Umwelt hat, sowie vernünftige Alternativen, die die Ziele und den geographischen Anwendungsbereich des Plans oder Programms berücksichtigen, ermittelt, beschrieben und bewertet werden.

§ 2. Die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person bestimmt die Informationen, die der gemäß § 1 erstellte Umweltverträglichkeitsbericht enthalten muss, wobei zu diesem Zweck der gegenwärtige Wissensstand und aktuelle Bewertungsmethoden, der Inhalt und der Detaillierungsgrad des Plans oder Programms, dessen erreichtes Stadium im Entscheidungsprozess, sowie die Tatsache, dass die Bewertung bestimmter Aspekte im Laufe anderer Stadien dieses Prozesses zwecks der Vermeidung einer Wiederholung der Bewertung vorzuziehen ist, berücksichtigt werden.

§ 3. Die gemäß § 2 zu liefernden Informationen enthalten mindestens folgende Elemente:

1° eine Kurzdarstellung des Inhalts und eine Beschreibung der wichtigsten Ziele des Plans oder Programms sowie der Beziehung zu anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° die relevanten Aspekte des derzeitigen Umweltzustands und dessen voraussichtliche Entwicklung bei Nichtdurchführung des Plans oder Programms;

3° die Umweltmerkmale der Gebiete, die voraussichtlich erheblich beeinflusst werden;

4° sämtliche derzeitigen für den Plan oder das Programm relevanten Umweltprobleme unter besonderer Berücksichtigung der Probleme, die sich auf Gebiete mit einer speziellen Umweltrelevanz beziehen, wie etwa die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG ausgewiesenen Gebiete;

5° die relevanten Ziele des Umweltschutzes und die Art, wie diese Ziele und alle Umwelterwägungen bei der Ausarbeitung des Plans oder Programms berücksichtigt wurden;

6° die voraussichtlichen erheblichen Umweltauswirkungen, und zwar die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, positiven und negativen Auswirkungen, einschließlich der Auswirkungen auf Aspekte wie die biologische Vielfalt, die Bevölkerung, die Gesundheit des Menschen, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, klimatische Faktoren, Sachwerte, das kulturelle Erbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, die Landschaft und die Wechselbeziehung zwischen den genannten Faktoren;

7° die Maßnahmen, die geplant sind, um erhebliche negative Umweltauswirkungen aufgrund der Durchführung des Plans oder Programms zu verhindern, zu verringern und soweit wie möglich auszugleichen;

8° eine Kurzdarstellung der Gründe für die Wahl der geprüften Alternativen und eine Beschreibung, wie die Umweltbewertung vorgenommen wurde, einschließlich etwaiger Schwierigkeiten bei der Zusammenstellung der erforderlichen Informationen, wie zum Beispiel technische Lücken oder fehlende Kenntnisse;

9° eine Beschreibung der geplanten Maßnahmen zur Überwachung gemäß Artikel 59;

10° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben beschriebenen Informationen.

Zur Gewinnung der in Absatz 1 genannten Informationen können alle verfügbaren relevanten Informationen über die Umweltauswirkungen der Pläne und Programme herangezogen werden, die auf anderen Ebenen des Entscheidungsprozesses oder aufgrund anderer gesetzlicher Vorschriften gesammelt wurden.

§ 4. Die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person legt den Entwurf des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts, sowie den Plan- oder Programmentwurf dem CWEDD, den betroffenen Gemeinden und denjenigen Personen und Instanzen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet, zur Begutachtung vor. Die Gutachten beziehen sich auf den Umfang und den Detaillierungsgrad der Informationen, die der Umweltverträglichkeitsbericht enthalten muss.

Die Gutachten werden der Regierung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag übermittelt. In Ermangelung dessen bestimmt die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person den Inhalt des Umweltverträglichkeitsberichts.

Art. 57 - § 1. Der Plan- oder Programmentwurf, sowie der Umweltverträglichkeitsbericht werden von dem Autor des Plans oder Programms an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer jeden Gemeinde gerichtet, die von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmentwurfs betroffen ist und auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung mit einer Mindestdauer von sechzig Tagen organisiert werden muss.

§ 2. Gemäß den von der Regierung verabschiedeten Modalitäten wird die öffentliche Untersuchung in jeder von den Umweltauswirkungen des Plan- oder Programmentwurfs betroffenen Gemeinde sowohl durch Anschlag, als auch durch Bekanntmachung in mindestens zwei in der gesamten Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen angekündigt, wovon eine in deutscher Sprache ist. Der Beginn und der Ablauf der Frist der öffentlichen Untersuchung werden in der Ankündigung angegeben. Die Untersuchungsfrist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die Bemerkungen werden vor Fristablauf der öffentlichen Untersuchung schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet. Sie werden dem Protokoll des Abschlusses der öffentlichen Untersuchung, das das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von acht Tagen ab diesem Abschluss aufnimmt, als Anlage beigelegt. Innerhalb von fünfundsiebenzig Tagen ab dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Autor des Plans oder Programms die Bemerkungen und das Protokoll des Abschlusses der öffentlichen Untersuchung.

§ 3. Der Plan- oder Programmentwurf, sowie der Umweltverträglichkeitsbericht werden ab deren Verabschiedung dem CWEDD, den betroffenen Gemeinden und den anderen Personen und Instanzen, deren Konsultierung die Regierung für zweckmäßig erachtet, von dem Autor des Plans oder Programms zur Begutachtung vorgelegt.

Die Gutachten werden dem Autor des Plans oder Programms innerhalb von sechzig Tagen ab dem Antrag übermittelt. In Ermangelung dessen werden die Gutachten als günstig betrachtet.

Art. 58 - § 1. Wenn die Regierung in Anwendung des Artikels 56, § 2 einen Beschluss fasst, stellt sie gegebenenfalls gleichzeitig fest, ob die Durchführung eines sich in der Ausarbeitung befindenden Plans oder Programms voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte. In diesem Fall wird der Plan- oder Programmentwurf unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts und gegebenenfalls der eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region, dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder dieses anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung kann Folgendes bestimmen:

1° die Instanzen, die mit der Übermittlung des Plan- oder Programmentwurfs unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts und gegebenenfalls der eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;

2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen teilnehmen können;

3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 60, Absatz 3 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn die Durchführung eines sich in der Ausarbeitung befindenden Plans oder Programms auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen, dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben kann, wird der Plan- oder Programmentwurf unter Beifügung des Umweltverträglichkeitsberichts, dessen Inhalt von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staats übermittelt wurde, der Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Instanzen zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;

2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Art. 59 - Bei der Ausarbeitung und vor der Annahme des Plans oder Programms oder vor dessen Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren berücksichtigt der Autor des Plans oder Programms den Umweltverträglichkeitsbericht, die Ergebnisse der aufgrund des Artikels 57 abgegebenen Gutachten, sowie die aufgrund des Artikels 58 geführten grenzüberschreitenden Konsultationen.

Er bestimmt ebenfalls die hauptsächlichen Maßnahmen zur Überwachung der erheblichen Auswirkungen der Durchführung des Plans oder Programms auf die Umwelt, um unter anderem frühzeitig unvorhergesehene negative Auswirkungen zu ermitteln und um in der Lage zu sein, geeignete Abhilfemaßnahmen zu ergreifen.

Art. 60 - Bei der Annahme des Plans oder Programms legt der Autor des Plans oder Programms eine zusammenfassende Erklärung vor, wie Umwelterwägungen in den Plan oder das Programm einbezogen wurden, wie der Umweltverträglichkeitsbericht und die in Anwendung der Artikeln 57 und 58 abgegebenen Gutachten berücksichtigt wurden und aus welchen Gründen der angenommene Plan oder das angenommene Programm, nach Abwägung mit den geprüften vernünftigen Alternativen, gewählt wurde.

Der angenommene Plan oder das angenommene Programm, die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung gemäß Artikel 59 werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Innerhalb von zehn Tagen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* übermittelt der Autor des Plans oder Programms den betroffenen Gemeinden, dem CWEDD, den anderen Personen und Instanzen, deren Konsultierung die Regierung für zweckmäßig erachtet, und gegebenenfalls der Region oder dem Staat, die bzw. der in Anwendung des Artikels 58 zu Rate gezogen wurde, eine Abschrift des Plans oder Programms, sowie die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung.

Art. 61 - § 1. Die Projekte, die durch einen Plan oder durch ein Programm vorgesehen sind, dessen Umweltauswirkungen bereits in Anwendung des Artikels 53 bewertet wurden, und die dem in Kapitel III erwähnten System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit von Projekten unterliegen, werden nicht von der Bewertung dispensiert.

§ 2. Gehören die Pläne und Programme zu einer Plan- oder Programmhierarchie, kann die Bewertung der Umweltauswirkungen der Pläne und Programme im Hinblick auf die Vermeidung der Wiederholung dieser Bewertung insbesondere auf nützlichen Auskünften beruhen, die bei der vorher anlässlich der Annahme eines anderen Plans oder Programms derselben Programmhierarchie durchgeführten Bewertung erhalten wurden.

§ 3. Was die Pläne und Programme betrifft, für die die Verpflichtung, eine Bewertung der Umweltauswirkungen, eine öffentliche Untersuchung oder eine Konsultierung derselben Behörden durchzuführen, gleichzeitig aus dem vorliegenden Kapitel und aus anderen Gesetzgebungen herleitet, unterliegen diese einem koordinierten oder gemeinsamen Verfahren, das die anspruchsvollsten einschlägigen Rechtsvorschriften beachtet, um insbesondere eine mehrfache Bewertung zu vermeiden, was Folgendes voraussetzt:

- die Organisierung einer einzigen öffentlichen Untersuchung;
- die Organisierung einer einzigen Konsultierung derselben Behörden, die ein Gutachten über den Plan oder das Programm, das weiter ausgearbeitet wird, abgeben müssen;
- die Erstellung eines einzigen Berichts, der die gesamten, von den einschlägigen Gesetzgebungen erforderten Auskünfte enthält.

### KAPITEL III - System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit von Projekten

Art. 62 - Die Ausstellung jeglicher Genehmigungen unterliegt der Bewerbstellung des durch das vorliegende Kapitel vorgesehenen Systems zur Bewertung der Umweltverträglichkeit.

Falls sich herausstellt, dass für die Durchführung des Projekts mehrere Genehmigungen erforderlich sind, wird das System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit eine einziges Mal eingesetzt, wobei sich die Bewertung auf die gesamten Umweltauswirkungen bezieht, die das Projekt haben kann.

Die Regierung bestimmt durch allgemeine Normen die Bedingungen zur Anwendung des vorliegenden Artikels.

Art. 63 - Die nach erhobenem Einspruch zuständige Behörde und der Verwaltungsrichter können die Nichtigkeit jeglicher Genehmigung aussprechen, die entgegen den Bestimmungen des Artikels 62, Absatz 1 ausgestellt wurde.

Die Nichtigkeit muss jedenfalls in folgenden Fällen ausgesprochen werden:

1° in Ermangelung einer Bewertungsnotiz, wenn sie aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;

2° falls eine der Bestimmungen des Artikels 74 verletzt wird;

3° in Ermangelung einer Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn sie aufgrund oder kraft der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;

4° falls die mit der Untersuchung beauftragte Person nicht zugelassen war;

5° falls die nichttechnische Zusammenfassung fehlt;

6° in Ermangelung der in Artikel 71 vorgesehenen Phase der Öffentlichkeitsbefragung.

Art. 64 - Die Genehmigung und die Verweigerung der Genehmigung müssen begründet werden, insbesondere hinsichtlich der Auswirkungen auf die Umwelt und der in Artikel 50 angegebenen Zielsetzungen.

Art. 65 - Jeder Genehmigungsantrag enthält entweder eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung.

Art. 66 - § 1. Unbeschadet der Artikeln 42 und 50 des CWATUP identifiziert, beschreibt und beurteilt die Bewertung über die Umweltverträglichkeit, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsprüfung handelt, den Umständen entsprechend und unter Berücksichtigung eines jeden Sonderfalls kurz-, mittel- oder langfristig die mittelbaren und unmittelbaren Auswirkungen der Ansiedlung und der Durchführung des Projekts auf:

1° den Menschen, die Fauna und die Flora;

2° Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft;

3° die materiellen Güter und das Kulturerbe;

4° die Wechselwirkung zwischen den in den Punkten 1°, 2° und 3° des vorliegenden Absatzes erwähnten Faktoren.



§ 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihrem Umfang oder ihrem Standort beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben können und einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Bei der Bestimmung der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte berücksichtigt die Regierung folgende relevante Auswahlkriterien:

1° Die Eigenschaften der oben erwähnten Projekte müssen insbesondere unter folgenden Gesichtspunkten berücksichtigt werden:

- der Umfang des Projekts;
- die Anhäufung mit anderen Projekten;
- die Benutzung der Naturschätze;
- die Abfallerzeugung;
- die Umweltverschmutzung und Belastungen;
- die Unfallgefahren, insbesondere in Anbetracht der eingesetzten Substanzen oder Technologien;

2° Die Umweltempfindlichkeit der geographischen Zonen, die durch das Projekt geschädigt werden können, muss in Betracht gezogen werden, und zwar unter Berücksichtigung:

- der Benutzung des vorhandenen Bodens;
- des verhältnismäßigen Reichtums, der Qualität und der Regenerationsfähigkeit der Naturschätze der Zone;
- der Umweltbelastbarkeit der natürlichen Umwelt.

3° Die beachtlichen Auswirkungen, die ein Projekt verursachen könnte, müssen unter Berücksichtigung der in den Punkten 1 und 2 angeführten Kriterien in Betracht gezogen werden, insbesondere im Verhältnis zu:

- dem Ausmaß der Auswirkung (geographische Zone und Ausmaß der betroffenen Bevölkerung);
- dem grenzüberschreitenden Charakter der Auswirkung;
- dem Umfang und der Komplexität der Auswirkung;
- der Wahrscheinlichkeit der Auswirkung;
- der Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkung.

§ 3. Folgende Anträge unterliegen einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit:

1° die Genehmigungsanträge bezüglich der Projekte, die nicht in § 2 erwähnt werden;

2° die in § 2 erwähnten Anträge, die die in § 4, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllen;

3° die Genehmigungsanträge bezüglich der in § 2 erwähnten Projekte, die die in Artikel 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 4. Wenn der Genehmigungsantrag mit den Vorschriften eines Raumordnungsplans übereinstimmt, der gemäß den Artikeln 42 oder 50 des CWATUP einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wurde, dispensiert die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde diesen Antrag von der Durchführung einer den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels unterliegenden Umweltverträglichkeitsprüfung, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Antrag gefordert würden.

Werden die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf den Genehmigungsantrag insbesondere auf den nützlichen Auskünften beruhen, die bei der(den) Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder dem vorher anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, des Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines Entwicklungsplans des kommunalen Raums durchgeführten Umweltverträglichkeitsbericht erhalten wurden.

Art. 67 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Form und den minimalen Inhalt der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit. Sie kann vorsehen, dass die Akte des Genehmigungsantrags die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit darstellt.

§ 2. Die Regierung kann die Form und den minimalen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung verabschieden.

§ 3. Die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten mindestens folgende Informationen:

1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;

2° die zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, erforderlichen Angaben;

3° eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;

4° eine kurze Darstellung der wichtigsten Ersatzlösungen, die von dem Antragsteller untersucht wurden und eine Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die er in Anbetracht der Auswirkungen auf die Umwelt getroffen hat;

5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben angeführten Punkte.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die zuständige Behörde, falls der Antragsteller sie darum ersucht, ein Gutachten über die Informationen abgibt, die in der Bewertungsnotiz oder in der Umweltverträglichkeitsprüfung zu liefern sind.

Art. 68 - Wenn ein Genehmigungsantrag Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit ist, überprüft die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde zu diesem Anlass insbesondere in Anbetracht der Notiz und unter Berücksichtigung der in Artikel 66, § 2 erwähnten einschlägigen Auswahlkriterien, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann. Wenn sie feststellt, dass dies der Fall ist, setzt sie den Antragsteller davon in Kenntnis und übermittelt ihm gleichzeitig die vollständige Akte.

Sie informiert gleichzeitig den CWEDD, indem sie angibt, dass die Akte des Genehmigungsantrags ihm zur Verfügung steht und dass sein Gutachten als günstig betrachtet wird, falls er es nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Information per Einschreiben bei der Post eingesandt oder gegen Empfangsbestätigung ausgehändigt hat.

Art. 69 - Die zuständige Behörde beurteilt die Auswirkungen des Projekts unter Berücksichtigung der Umweltverträglichkeitsprüfung oder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit, der im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eingeholten Gutachten und jeder sonstigen Information, die sie als nützlich erachtet.

Falls sie nicht über die erforderlichen Informationen verfügt, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bezeichneten Instanzen von dem Antragsteller oder Umweltverträglichkeitsprüfer zusätzliche Informationen erfordern.

Für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung wählt der Projektautor eine aufgrund des Artikels 70 zugelassene Person und stellt der Regierung, sowie den von Letzterer bezeichneten Personen unverzüglich seine Wahl per Einschreiben bei der Post zu. Falls dem Projektautor nicht innerhalb von fünfzehn Tagen ab der vorerwähnten Zustellung eine Ablehnung gemäß Artikel 70, Absatz 2 zugeschickt wurde, gilt die Wahl des Autors als genehmigt.

Art. 70 - Die Zulassung der natürlichen und juristischen Personen, die mit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt werden können, wird durch die Regierung nach den von ihr festgelegten Kriterien und Verfahren gewährt; sie bestimmt die Regeln für die Gewährung und den Entzug der Zulassung. Diese kann insbesondere dann vorübergehend oder endgültig entzogen werden, wenn die Regierung nach einem ersten ordnungsgemäß zugestellten Mahnschreiben die offensichtlich mangelhafte Qualität einer Umweltverträglichkeitsprüfung feststellt. Der durch die Artikeln 7bis 9 eingerichtete CWEDD, wie auch der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans, müssen vor jedem Entzug einer Zulassung zu Rate gezogen werden, wenn sich die offensichtlich mangelhafte Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung auf einen Raumordnungsplan oder auf ein Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekt bezieht.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen eine zugelassene Person für die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung abgelehnt werden kann.

Art. 71 - Für Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, wird vor der Einreichung des Genehmigungsantrags eine Phase der Öffentlichkeitsbefragung durchgeführt. Diese Phase hat insbesondere zum Zweck, die speziellen Punkte, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben und Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise von dem Projektautor in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden.

Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten, nach denen diese Alternativen der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Person mitgeteilt werden;

2° die Modalitäten der Öffentlichkeitsbefragung und die zur vorhergehenden Information der Öffentlichkeit bestimmten Maßnahmen.

Art. 72 - Der CWEDD oder dessen Vertreter, wie auch der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung, oder mangels dessen der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans, haben das Recht, jegliche von ihnen erforderte Information über den Genehmigungsantrag und den Ablauf der Umweltverträglichkeitsprüfung bei den betreffenden öffentlichen Behörden, dem Antragsteller und der Person, welche die Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt, zu erhalten. Sie können jegliche nützlichen Bemerkungen oder Vorschläge bezüglich der Umweltverträglichkeitsprüfung an die Regierung richten.

Art. 73 - Das den Gegenstand des Genehmigungsantrags bildende Projekt kann Abänderungen im Verhältnis zum Projekt enthalten, das Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung war, wenn diesen Abänderungen Vorschläge des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung zugrunde liegen. Wenn ungeachtet der von dem Umweltverträglichkeitsprüfer vorgebrachten Vorschläge der Antragsteller der Genehmigung nicht beabsichtigt, sein Projekt abzuändern, legt er in seinem Antrag unter Angabe seiner Gründe Rechenschaft darüber ab.

Art. 74 - § 1. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung.

§ 2. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit sind, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung:

1° wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde gemäß Artikel 68 feststellt, dass das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;

2° in den anderen Fällen, wenn die Gesetzgebung, die darauf anwendbar ist, es erfordert.

§ 3. Die in § 1 und § 2 erwähnten öffentlichen Untersuchungen beachten mindestens folgende Grundsätze:

1° die Akte des Genehmigungsantrags, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;

2° für die einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte wird die Dauer der öffentlichen Untersuchung auf fünfzehn Tage und für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte wird sie auf dreißig Tage festgelegt;

3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Die Regierung kann für die einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegenden Projekte zusätzliche Regeln für die öffentliche Untersuchung zu den durch andere Gesetze, Dekrete und Erlasse vorgesehenen Regeln vorsehen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung eingeleitet wird, wenn die mit der Organisierung dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt.

Eine der Öffentlichkeit zugängliche Akte kann während den Öffnungszeiten an einem von der zuständigen Behörde bestimmten Ort eingesehen werden. Diese Akte beinhaltet den Genehmigungsantrag, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder das Original oder eine von dem Autor gleichlautend genehmigte Abschrift der Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Abschrift der Stellungnahmen und der von den Bürgern und den verschiedenen betroffenen Dienststellen und Einrichtungen in Anwendung der Artikeln 68, 71 und 72 zugesandten Schreiben. Die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung zugesandten Schreiben und der Behörde übergebenen schriftlichen Stellungnahmen werden ab ihrem Eingang von der Behörde der Akte beigefügt.

Art. 76 - § 1. Wenn die mit der Überprüfung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass ein sich in der Wallonischen Region befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen als Vertragspartei angehörenden Staats haben könnte, wird die Akte des Genehmigungsantrags unter Beifügung entweder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder der Umweltverträglichkeitsprüfung, sowie der in der Akte angegebenen eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der zuständigen Behörde dieser anderen Region, diesem anderen Staat der Europäischen Union oder diesem anderen, dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staat übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Instanzen, die mit der Übermittlung der Akte an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt sind;
- 2° die Modalitäten, nach denen die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die in Mitleidenschaft gezogen werden könnten, an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen teilnehmen können;
- 3° die Modalitäten, nach denen die in Artikel 77 erwähnten Informationen den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 2. Wenn ein sich auf dem Gebiet einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt der Wallonischen Region haben könnte, werden die in Artikel 7.3 der Richtlinie 85/337/EWG über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten in ihrer durch die Richtlinie 97/11/EWG abgeänderten Fassung erwähnten Informationen von den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Staates übermittelt und der betroffenen Öffentlichkeit und den von der Regierung bezeichneten Behörden zur Verfügung gestellt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten, nach denen die in Absatz 1 erwähnten Informationen der Öffentlichkeit und den in Absatz 1 erwähnten Instanzen zur Verfügung gestellt werden;
- 2° die Modalitäten, nach denen die Stellungnahme der Öffentlichkeit und der zu Rate gezogenen Instanzen eingeholt und übermittelt werden.

Art. 77 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen Folgendes veröffentlicht wird:

- 1° der Beschluss der zuständigen Behörde, gegebenenfalls unter Beifügung der Betriebsbedingungen;
- 2° die Gründe, die den Beschluss rechtfertigen;
- 3° gegebenenfalls eine Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen, die zur Vermeidung, Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der wesentlichen negativen Auswirkungen des Projekts bestimmt sind.

#### KAPITEL IV — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 78 - Jeder, der die Durchführung der öffentlichen Untersuchung beeinträchtigt oder Unterlagen der in Artikel 75 erwähnten Akte der Einsichtnahme der Öffentlichkeit unterschlägt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sechs Monate und mit einer Geldstrafe von 100 bis 250 EURO oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Für die Anwendung des Titels IV, Kapitel IV des Strafgesetzbuches über die Bestechungsverfolgung werden die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Personen mit Personen gleichgestellt, "die mit einer öffentlichen Dienstleistung beauftragt sind".

#### KAPITEL V — Übergangsbestimmungen

Art. 79 - Die in Artikel 52, Absatz 1 vorgesehene Verpflichtung gilt für die Pläne und Programme, deren erster förmlicher Vorbereitungsakt nach dem 21. Juli 2004 erstellt wird. Die Pläne und Programme, deren erster förmlicher Vorbereitungsakt vor diesem Zeitpunkt liegt und die mehr als vierundzwanzig Monate nach diesem Datum angenommen oder in das Gesetzgebungsverfahren eingebracht werden, unterliegen der Verpflichtung von Artikel 52, Absatz 1, es sei denn, die Regierung entscheidet im Einzelfall, dass dies nicht durchführbar ist, und unterrichtet die Öffentlichkeit über diesen begründeten Beschluss durch dessen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 80 - Unbeschadet der in Artikel 70 vorgesehenen Möglichkeit für die Regierung, eine Zulassung vorübergehend oder endgültig zu entziehen, bleiben die vor dem 1. Oktober 2002 gewährten Zulassungen bis zu deren gewährten Ablauffrist gültig.

Art. 81 - Die Genehmigungsanträge, sowie die eingeleiteten, vor dem 1. Oktober 2002 eingereichten verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach dem am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Verfahren bearbeitet.

#### TEIL VI — UMWELTVEREINBARUNGEN

Art. 82 - Unter Umweltvereinbarung ist jede zwischen der Wallonischen Region, die zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung vertreten wird, einerseits, und einer oder mehreren Einrichtungen, die Unternehmen vertreten, nachstehend die Einrichtung genannt, andererseits, abgeschlossene Vereinbarung zu verstehen, die zum Zweck hat, der Umweltverschmutzung vorzubeugen, deren Auswirkungen zu begrenzen oder zu neutralisieren, oder eine wirksame Verwaltung der Umwelt zu fördern.

In der Umweltvereinbarung wird insbesondere Folgendes angegeben:

- 1° ihr Gegenstand einschließlich der europäischen oder regionalen Gesetzesbestimmungen, die in die Tat umgesetzt werden sollen, sowie die zu erreichenden Zielsetzungen, gegebenenfalls einschließlich der Zwischenziele;
- 2° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln abgeändert werden kann;
- 3° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln erneuert werden kann;
- 4° die Modalitäten, gemäß denen sie aufgrund der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils festgesetzten Regeln aufgelöst werden kann;
- 5° bei Auflösung der Vereinbarung die Modalitäten, gemäß denen die Partei, welche die Vereinbarung auflöst, den Dekrets- und Verordnungsbestimmungen nachkommt, die die Vereinbarung in die Tat umsetzen soll;
- 6° die Kontrollmodalitäten bezüglich der Beachtung ihrer Bestimmungen;
- 7° die Modalitäten, gemäß denen Schwierigkeiten bezüglich der Auslegung der Klauseln der Vereinbarung gelöst werden;
- 8° die Konventionalstrafklauseln bei Nichtausführung der Umweltvereinbarung;
- 9° die Gründe und Bedingungen, aufgrund deren der Vereinbarung ein Ende gesetzt werden kann.

Die Umweltvereinbarung kann die Art und Weise festlegen, nach der die Vertragspartei(en) ihre Verpflichtungen in die Tat umsetzt bzw. umsetzen.

Die Regierung kann den Inhalt der durch sie bestimmten Umweltvereinbarungen näher darlegen.

Art. 83 - Eine Einrichtung kann eine Umweltvereinbarung mit der Region abschließen, abändern oder erneuern, insofern sie folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° im Besitz der Rechtspersönlichkeit sein;
- 2° für Unternehmen, die eine gleichartige Tätigkeit ausüben, oder die mit einem gemeinsamen Umweltproblem konfrontiert werden, repräsentativ sein;
- 3° durch alle ihre Mitglieder oder einen Teil von ihnen bevollmächtigt werden.

Art. 84 - Während der Dauer der Umweltvereinbarung trifft die Region keine durch einen Erlass verkündete Verordnungsbestimmung, die in Bezug auf die durch die Umweltvereinbarung geregelten Angelegenheiten Bedingungen festlegen würde, die strenger sein würden als diejenigen, die durch diese festgelegt sind. Vorbehaltlich einer vorherigen Befragung der Parteien der Umweltvereinbarung behält jedoch die Region die Befugnis, die erforderlichen Verordnungsbestimmungen zu treffen, wenn die Dringlichkeit oder das Gemeinwohl es erforderlich machen, oder um mit dem internationalen oder dem europäischen Recht verbundenen Verpflichtungen nachzukommen.

Auch während der Gültigkeitsdauer der Umweltvereinbarung bleibt die Region befugt, die Gesamtheit oder einen Teil der Bestimmungen einer Umweltvereinbarung in einen Erlass einzufügen.

Art. 85 - Zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* ist die Umweltvereinbarung für die Vertragsparteien verbindlich. In der Vereinbarung kann eine längere Frist festgesetzt werden.

Die Umweltvereinbarung ist rechtsverbindlich für alle Unternehmen, die der Einrichtung nach dem Abschluss der Vereinbarung beitreten, vorbehaltlich einer in der Beitrittsurkunde oder in der Vereinbarung vorgesehenen Abweichung.

Das Unternehmen, dessen Mitgliedschaft in einer Einrichtung, die eine Umweltvereinbarung abgeschlossen hat, abläuft, bleibt an die Verpflichtungen gebunden, die ihm aufgrund dieser Vereinbarung zu Last fallen.

Die Umweltvereinbarung kann Rechte und Verpflichtungen gegenüber von ihrer Durchführung betroffenen Dritten entstehen lassen.

Art. 86 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird gemäß den in den §§ 2 bis 4 erwähnten Modalitäten erstellt.

§ 2. Die Regierung und eine oder mehrere der in Artikel 83 erwähnten Einrichtungen erarbeiten ein Umweltvereinbarungsprojekt.

Das Projekt wird im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Webseite der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie veröffentlicht. Innerhalb von sieben Tagen nach der Verabschiedung des Vereinbarungsprojekts kündigt die Regierung diese Veröffentlichung durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache an. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen dieses Vereinbarungsprojekt eingesehen werden kann.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten, zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, dies innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 3. Die Regierung kann das Umweltvereinbarungsprojekt den durch sie bestimmten Personen und Instanzen vorlegen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Die Regierung und die Einrichtungen, die das Umweltvereinbarungsprojekt erarbeitet haben, untersuchen die in § 2 erwähnten Anmerkungen und die in § 3 erwähnten Gutachten; sie ändern das Vereinbarungsprojekt gegebenenfalls ab und verabschieden die Umweltvereinbarung.

Die Vereinbarung wird abgeschlossen, indem sie durch die Vertragsparteien unterschrieben wird.

§ 4. Die Umweltvereinbarung wird im *Belgischen Staatsblatt*, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRÉ ("Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie" (Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie)) veröffentlicht.

§ 5. Die Regierung übermittelt und legt dem Wallonischen Regionalrat einen zweijährlichen Bericht über den Entwicklungsstand der verschiedenen geltenden Umweltvereinbarungen vor. In diesem Bericht wird insbesondere angegeben, in welchem Maße die Zwischenziele erreicht sind, wenn diese Ziele in der Vereinbarung vorgesehen sind.

Art. 87 - Eine Einrichtung, die Unternehmen zusammenfügt und den in Artikel 83 erwähnten Bedingungen genügt, kann mit der Zustimmung der Region und gemäß dem durch die Regierung festgesetzten Verfahren einer Umweltvereinbarung beitreten.

Dieser Beitritt ist Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRÉ.

Die Umweltvereinbarung ist am Tag der Veröffentlichung der Beitrittsbekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* für die beitretende Einrichtung verbindlich.

Art. 88 - § 1. Jede Umweltvereinbarung wird für einen begrenzten Zeitraum abgeschlossen, der zehn Jahre nicht überschreiten darf.

Eine Bewertung der Umweltvereinbarung wird am Ende der Vereinbarung und mindestens einmal alle fünf Jahre vorgenommen. Sie umfasst insbesondere eine Prüfung der in der Vereinbarung festgelegten Ziele.

§ 2. Die Region und eine oder mehrere vertraglich beteiligte Einrichtungen können eine Umweltvereinbarung erneuern, dies vorbehaltlich der Veröffentlichung einer die Erneuerung ankündigenden Bekanntgabe im *Belgischen Staatsblatt* sechs Monate vor dem Ablaufdatum der Vereinbarung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Erneuerung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über diese Erneuerung zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags auf ein Gutachten ab. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im Belgischen Staatsblatt.

Die Regierung und die Einrichtungen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und genehmigen die Erneuerung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung genehmigte Erneuerung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der von den Vertragsparteien unterschrieben und im Belgischen Staatsblatt, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE veröffentlicht wird.

Art. 89 - Die Vertragsparteien können eine Umweltvereinbarung während deren Gültigkeitsdauer abändern, und zwar vorbehaltlich der Veröffentlichung einer Bekanntgabe der Abänderung und vorbehaltlich der Benachrichtigung der Öffentlichkeit durch eine Bekanntmachung in zwei Tageszeitungen in französischer Sprache und einer Tageszeitung in deutscher Sprache. Diese Bekanntmachung gibt mindestens den Gegenstand und die allgemeine Tragweite der Umweltvereinbarung und der beabsichtigten Abänderung, sowie den Ort und die Zeiten an, zu denen die Umweltvereinbarung, deren Abänderung beabsichtigt wird, eingesehen werden kann.

Diese Bekanntmachung wird den Personen zugestellt, die an die Umweltvereinbarung gebunden sind und die nicht mehr Mitglied einer Einrichtung sind, die diese Vereinbarung unterschrieben hat.

Die Regierung kann ebenfalls die durch sie bestimmten Personen und Instanzen über dieses Abänderungsprojekt zu Rate ziehen. Diese Personen und Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags auf ein Gutachten ab.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Jeder kann den in der Bekanntmachung zu diesem Zweck bezeichneten zuständigen Dienststellen der Regierung seine Anmerkungen schriftlich mitteilen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach der Veröffentlichung des Umweltvereinbarungsprojekts im Belgischen Staatsblatt.

Die Regierung und die Einrichtungen, die die Vereinbarung abgeschlossen haben, untersuchen die in den vorherigen Absätzen erwähnten Anmerkungen und Gutachten und genehmigen die Abänderung der Umweltvereinbarung, die gegebenenfalls verbessert wird, um den abgegebenen Anmerkungen Rechnung zu tragen.

Die durch die Regierung genehmigte Abänderung der Umweltvereinbarung ist Gegenstand eines Nachtrags zur Vereinbarung, der von den Vertragsparteien unterschrieben wird.

Dieser Nachtrag wird durch die Regierung den in Absatz 2 erwähnten Personen per Einschreiben bei der Post zugestellt. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Erhalt dieses Nachtrags teilen diese Personen mit, ob sie nicht mehr an die derart abgeänderte Vereinbarung gebunden sein möchten, oder ob sie an die vorgenommene Abänderung gebunden sein möchten. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist wird davon ausgegangen, dass sie mit der vorgenommenen Abänderung einverstanden sind.

Der Nachtrag wird im *Belgischen Staatsblatt*, sowie auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE veröffentlicht.

Diese Abänderung tritt zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft und ist für jede vorher an die Vereinbarung gebundene Person unbeschadet des Absatzes 7 verbindlich.

Art. 90 - Unter der Bedingung, dass sie eine Auflösungsfrist einhalten, können die Vertragsparteien zu jeder Zeit eine Umweltvereinbarung im Einvernehmen auflösen.

Vorbehaltlich einer gegenseitigen Klausel in der Vereinbarung beträgt die Auflösungsfrist sechs Monate. Die in der Umweltvereinbarung vorgesehene Auflösungsfrist darf ein Jahr nicht übersteigen. Die Auflösung der Vereinbarung wird, unter Gefahr der Nichtigkeit, den Unterzeichnern der Vereinbarung per Einschreiben bei der Post zugestellt. Die Auflösungsfrist läuft ab dem ersten Tag des auf die Zustellung folgenden Monats.

Die Auflösung der Vereinbarung gibt Anlass zu der Veröffentlichung durch die Regierung einer Bekanntmachung bezüglich der Auflösung im Belgischen Staatsblatt und auf der Webseite der DGRNE oder der DGTRE, in der der Gegenstand der aufgelösten Vereinbarung und das Datum des Inkrafttretens der Auflösung angegeben werden.

Art. 91 - Jede Umweltvereinbarung endet mit dem Einverständnis der Vertragsparteien oder nach Ablauf der Gültigkeitsdauer oder infolge einer Auflösung.

Art. 92 - Von den Bestimmungen des vorliegenden Teils darf nicht abgewichen werden. Sie sind auf die nach dem 16. Februar 2002 abgeschlossenen Vereinbarungen anwendbar.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Teils abgeschlossenen Vereinbarungen können weder abgeändert noch erneuert werden, es sei denn die Abänderung oder die Erneuerung entspricht den Bestimmungen des vorliegenden Teils und den vorschriftsmäßigen Bestimmungen, die sie durchführen.

Sie bleiben bis zu ihrem Ablauf und höchstens bis zum 16. Februar 2007 gültig.»

**Art. 2** - Folgende Dekrete werden außer Kraft gesetzt:

1° das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, abgeändert durch die Dekrete vom 21. April 1994, vom 11. März 1999 und vom 15. Mai 2003;

2° das Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996;

3° das Dekret vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung, abgeändert durch die Programmdekrete vom 19. Dezember 1996 und vom 17. Dezember 1997, sowie durch die Dekrete vom 22. Januar 1998 und vom 15. April 1999;

4° das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

5° das Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen.

**Art. 3** - § 1. Die Regierung kann die in Artikel 1 erwähnten Dekretsbestimmungen mit den Erlassen der Wallonischen Regierung über die gleiche Angelegenheit koordinieren und in Übereinstimmung bringen, indem sie die geeigneten Abänderungen zwecks einer formalen Vereinfachung vornimmt, ohne dass die in diesen Dekretsbestimmungen eingetragenen Grundsätze beeinträchtigt werden können.

Zu diesem Zweck kann sie:

1° die Reihenfolge, die Numerierung und allgemein die Präsentation der zu koordinierenden Bestimmungen ändern;

2° zwischen den Dekretsbestimmungen und den vorschriftsmäßigen Bestimmungen unterscheiden, und zwar jeweils:

a. durch die Betitelungen "Dekretbestimmungen" und "Vorschriftsmäßige Bestimmungen";

b. durch den Buchstaben "D" und den Buchstaben "R" über jeder Artikelnummer;

3° die Angaben abändern, die in den zu koordinierenden Bestimmungen enthalten sein könnten, damit sie mit der neuen Numerierung in Übereinstimmung gebracht werden.

Die Koordinierung trägt folgenden Titel: "Buch I des Umweltgesetzbuches: Gemeinsame und allgemeine Bestimmungen".

§ 2. Die Regierung kann die Angaben abändern, die in den Bestimmungen der Gesetze und Dekrete enthalten sein könnten, die nicht Gegenstand der in § 1 erwähnten Koordinierung sind, damit sie mit der Numerierung des Buches I des Umweltgesetzbuches in Übereinstimmung gebracht werden.

**Art. 4** - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft. Die Regierung kann je Artikel oder je in einem Artikel enthaltene Bestimmung unterschiedliche Daten festlegen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnoten

(1) *Sitzungsperiode 2003-2004.*

*Dokumente des Rates*, 695 (2003-2004) Nrn. 1 bis 2.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung 13. Mai 2004.

Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2709

[C - 2004/27101]

#### 27 MEI 2004. — Decreet betreffende Boek I van het Milieuwetboek (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De volgende bepalingen vormen het decretale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek :

« BOEK I. — Algemene en gemeenschappelijke bepalingen

DEEL I. — BEGINSELEN VAN HET MILIEURECHT EN ALGEMENE BEPALINGEN

#### Titel I. — Beginselen

Artikel 1. Het leefmilieu, met name de open ruimtes, de landschappen, de natuurlijke hulpbronnen en milieus, de lucht, de grond, het water, de biologische diversiteit en evenwichten maken deel uit van het gemeenschappelijke patrimonium van de bewoners van het Waalse Gewest en vormen de basis van zijn bestaan, toekomst en ontwikkeling.

Het milieubeleid van het Gewest berust op het beginsel van de preventieve actie, waarbij schade eerder voorkomen dan hersteld moet worden.

Art. 2. Het Gewest en de andere overheden, elk in het kader van haar bevoegdheden en in samenwerking met het Gewest, beheren het milieu en staan in voor het behoud en desnoods voor het herstel ervan.

Eenieder zorgt voor de instandhouding van het milieu en draagt bij tot de bescherming ervan.

De vereisten bedoeld in het tweede lid worden in acht genomen bij de bepaling en de tenuitvoerlegging van de andere beleidslijnen van het Gewest.

Art. 3. Het milieubeleid van het Gewest berust ook op de drie volgende beginselen :

1° het voorzorgsbeginsel, waarbij het gebrek aan wetenschappelijke zekerheid geen rem mag zetten op het nemen van effectieve en evenredige maatregelen tot voorkoming van ernstige en onomkeerbare milieuschaderisico's tegen een sociaal en economisch aanvaardbare prijs;

2° het beginsel « de vervuiler betaalt », waarbij de vervuiler opdraait voor de kosten gebonden aan het treffen van maatregelen tot voorkoming, vermindering en bestrijding van vervuiling;

3° het beginsel waarbij milieubeschadigingen gecorrigeerd worden, bij voorrang aan de bron.

Art. 4. De overheid verleent het recht op milieuinformatie aan elke natuurlijke- of rechtspersoon zonder dat hij daarbij een belang moet laten gelden.

De overheid verspreidt de milieugegevens waarover ze beschikt en legt ze ter inzage van het publiek.

Art. 5. Milieueducatie en -opleiding dragen bij tot een vlottere uitoefening van de rechten en plichten bedoeld in deze titel.

Het Gewest stippelt zijn milieubeleid uit met inachtneming van de beschikbare technische en wetenschappelijke gegevens. Wetenschappelijk onderzoek en kennisontwikkeling moeten bijdragen tot de bescherming en de opwaardering van het leefmilieu.

## Titel II - Begripsomschrijving

Art. 6. In de zin van deze Code wordt verstaan onder :

1° « CWATUP » : het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;

2° « aangifte » : handeling bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3° « CWEDD » : de Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling, zoals bedoeld in deel II van dit boek;

4° « Waals Parlement » : de Waalse Gewestraad;

5° « milieuvergunning » : beslissing bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

## DEEL II. — ADVIESINSTANTIE

Art. 7. Er wordt een Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling opgericht.

Art. 8. Die Raad heeft als opdracht de taken te vervullen die hem toevertrouwd worden bij de artikelen 30 tot 48, bij de artikelen 49 tot 81, alsmede alle andere taken die de Regering hem kan opdragen.

Art. 9. De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling en de werking van de Raad.

Zij kan de Raad in gespecialiseerde secties indelen en de regels bepalen op grond waarvan die secties rechtsgeldig beaardslagen namens de Raad.

## DEEL III. — INFORMATIE EN SENSIBILISERING INZAKE MILIEU

### Titel I. — Toegang tot milieu-informatie

Art. 10. Onverminderd de toepassing van de bepalingen betreffende de procedures inzake raadpleging van de bevolking en het nabuurschap worden de vrije toegang tot milieu-informatie en de verspreiding ervan overeenkomstig deze titel gewaarborgd.

Art. 11. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° "overheden" : de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke overheden, alsmede de onder het toezicht van de overheden staande instellingen die openbare milieubevoegdheden uitoefenen.

Deze bepaling slaat niet op personen die rechtelijke bevoegdheden uitoefenen, noch op de wetgevende instellingen;

2° "gegevens in het bezit van de overheden" : alle bestaande gegevens die door de in dit artikel, 1°, bedoelde instellingen ingezameld of uitgewerkt worden, met uitzondering van de voor het Parket bestemde processen-verbaal en verslagen, en die opgenomen worden in :

a. geschreven documenten, zoals verslagen, studies, adviezen en beslissingen;

b. databases voor geautomatiseerde informatieverwerking;

c. visuele opnamen;

d. geluidsopnamen.

Wat betreft de informatie in het bezit van de gemeentelijke en provinciale overheden, alsmede van de onder het toezicht van de overheden staande instellingen die openbare milieubevoegdheden uitoefenen, slaat deze titel enkel op de documenten uitgewerkt of ingezameld met het oog op de toepassing van een regelgeving uitgevaardigd door het Gewest, of vóór de wetten tot hervorming der instellingen, door de Staat, in één van de in 3° bedoeld materies die onder de gewestelijke bevoegdheid vallen;

3° "milieu-informatie" : alle feitelijke of rechtelijke gegevens met betrekking tot één van de materies bedoeld in artikel 6, § 1, I, II, III, IV, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen betreffende :

a. de staat van het water, de lucht, de fauna, de flora en de natuurlijke ruimten, alsmede de aantastingen daarvan;

b. de projecten en activiteiten die het leefmilieu kunnen schaden of de menselijke gezondheid, de dier- of plantesoorten in gevaar kunnen brengen, inzonderheid wat betreft de emissie, het lozen of het vrijkomen van stralingsstoffen, trillingen, levende organismes of energie in het water, de lucht of de grond, alsmede de vervaardiging en het gebruik van gevaarlijke producten of stoffen;

c. de maatregelen tot voorkoming, bescherming en verbetering van de kwaliteit van het water, de lucht, de grond, de fauna en de flora en de natuurlijke ruimten, alsmede de maatregelen tot voorkoming en herstel van schade die aangebracht kan worden.

Art. 12. § 1. De gegevens vervat in de geschreven documenten bedoeld in artikel 11, 2°, a., kunnen ingekeken worden, hetzij gratis ter plaatse, hetzij d.m.v. toegezonden afschriften, waarvan de reële prijs door de aanvrager gedragen wordt.

§ 2. De gegevens vervat in de databases voor geautomatiseerde informatieverwerking en in de visuele en geluidsopnamen bedoeld in artikel 11, 2°, b tot d, kunnen meegedeeld worden d.m.v. van afschriften, waarvan de reële prijs door de aanvrager gedragen wordt.

Art. 13. § 1. Elke aanvraag om kennisgeving van milieugegevens wordt schriftelijk ingediend en vermeldt haar voorwerp op gepaste wijze.

§ 2. De overheid bericht ontvangst van de aanvragen bedoeld in artikel 12 en in § 1 van dit artikel binnen een termijn van tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

De beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en de desbetreffende modaliteiten worden duidelijk in het bericht van ontvangst aangegeven, alsook de termijn waarbinnen de gegevens hem overeenkomstig artikel 15 verstrekt kunnen worden.

Art. 14. De overheden treffen de nodige maatregelen om de documenten die de aangevraagde gegevens bevatten te identificeren en ter inzage van de aanvrager te leggen; zij kunnen de aanvraag evenwel als niet ontvankelijk verwerpen in geval van mededeling van onvolledige gegevens of documenten of van interne mededelingen of als de aanvraag duidelijk verkeerd of te algemeen opgesteld is.

Art. 15. § 1. De overheid maakt de gegevens zo spoedig mogelijk over aan de aanvrager, uiterlijk binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. De overheid kan de in paragraaf 1 bedoelde termijn met één maand verlengen als het materieel onmogelijk is toegang tot informatie te geven binnen de voorgeschreven termijn. Die onmogelijkheid wordt behoorlijk met redenen omkleed en schriftelijk aan de aanvrager meegedeeld. De beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en de desbetreffende modaliteiten worden duidelijk aangegeven door de overheid, overeenkomstig artikel 17.

Art. 16. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering tot mededeling van gegevens is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing, waarvan schriftelijk kennis gegeven wordt aan de aanvrager.

§ 2. De kennisgeving van de weigering maakt duidelijk melding van de beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en van de desbetreffende modaliteiten, overeenkomstig artikel 17.

Art. 17. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die oordeelt dat de door de overheid krachtens artikel 15, § 2, vastgelegde termijn te lang is of dat haar aanvraag ten onrechte verworpen of verwaarloosd werd of dat ze geen voldoende antwoord van de overheid heeft gekregen, kan overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels beroep instellen tegen de beslissing.

§ 2. Bij gebrek aan mededeling van informatie na afloop van de termijn die de overheid overeenkomstig artikel 15 vastlegt, heeft de aanvrager de mogelijkheid om beroep in te stellen overeenkomstig de regels die de Regering bepaalt.

Art. 18. § 1. Onverminderd de nationale bepalingen die in het Waalse Gewest van toepassing zijn, kan het recht op informatie waarin deze titel voorziet, beperkt worden voorzover de uitoefening ervan afbreuk kan doen :

1° aan het geheim van de beraadslagingen van de Regering, van het college van burgemeester en schepenen, van de bestendige deputatie;

2° aan het geheim van de intergewestelijke, nationale, internationale onderhandelingen van het Gewest;

3° aan het geheim van de voor de rechtbanken gevoerde procedures;

4° aan het handels- en industrieel geheim;

5° aan het geheim van het privé-leven, inzonderheid aan de naleving van de bepalingen betreffende de bescherming van de vertrouwelijkheid van de nominatieve gegevens, het archief en de administratieve bestanden.

§ 2. De documenten worden gedeeltelijk overgemaakt als de gegevens waarvan de verspreiding de in de vorige paragraaf bedoelde belangen zouden kunnen schaden, verwijderd kunnen worden uit de aan de aanvrager over te maken afschriften.

§ 3. Motieven die uit het geheim van het privé-leven of van het handels- of industrieel geheim voortkomen en die betrekking hebben op feiten die de aanvrager betreffen, kunnen hem niet tegengeworpen worden.

Art. 19. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die vaststelt dat informatie waarover een overheid beschikt i.v.m. hetzij de staat van het leefmilieu, hetzij zijn activiteiten, onjuist of onvolledig is, kan verzoeken om de schrapping van de vergissingen of om de rechtzetting van de informatie.

De geargumenteerde schriftelijke aanvraag is een stuk dat bij het dossier gevoegd moet worden om er noodzakelijk deel van uit te maken.

§ 2. De overheid die binnen een termijn van één maand niet ingaat op het verzoek om rechtzetting wordt geacht de rechtzetting te weigeren.

Art. 20. De Regering bepaalt het model van de te gebruiken documenten om de overheden in staat te stellen te voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 13, § 2, in artikel 15 en in artikel 16.

## **Titel II. — Milieu-initiatie**

Art. 21. Deze titel beoogt de creatie van een netwerk van centra voor milieu-initiatie in het Waalse Gewest om het publiek inzake leefmilieu te informeren, te sensibiliseren en te vormen.

Art. 22. Voor de toepassing van deze titel decreet wordt verstaan onder :

1° v.z.w. : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° "C.R.I.E. » : gewestelijk centrum voor milieu-initiatie.

Art. 23. De Regering verspreidt de "C.R.I.E. » op grond van de volgende criteria :

1° het geografische evenwicht;

2° het belang van het natuurlijke patrimonium;

3° de bevolkingsdichtheid.



Art. 24. Elk "C.R.I.E. » heeft als hoofdplicht de algemene milieukennis te bevorderen bij jeugd- en volwassenenorganisaties, in scholen, gezinnen en administraties.

In dat verband wordt het centrum belast met :

1° het uitwerken van een animatiemethodologie en het ter beschikking stellen van didactisch en vulgarisatiemateriaal;

2° de organisatie van sensibiliseringsactiviteiten en -animaties;

3° de organisatie van stages;

4° de organisatie van opleidingen.

Elk "C.R.I.E. » is gespecialiseerd in ten minste één van de milieuaangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1°, 2°, 3°, III, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, en V, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 25. Na advies van het in artikel 9 bedoelde begeleidingscomité erkent de Regering volgens de door haar bepaalde procedure de v.z.w.'s die het beheer van de "C.R.I.E. » zullen waarnemen. Ze bepaalt in welke gevallen en volgens welke procedure de erkenning kan worden ingetrokken.

De erkenning wordt verleend voor drie jaar en is verlengbaar.

Om erkend te worden moet de v.z.w. aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° haar maatschappelijk doel voldoet aan de doelstellingen vermeld in artikel 21;

2° haar raad van bestuur telt onder zijn leden ten minste twee personen die houder zijn van een diploma in de pedagogie en twee die houder zijn van een diploma in de wetenschappen m.b.t. milieuaangelegenheden;

3° haar project past in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 24;

4° haar financieel beheer is gezond.

De erkenning slaat met name op de volgende gegevens :

1° het doel van de opdracht;

2° de wijze waarop toezicht wordt gehouden op de vervulling van de opdracht;

3° de door de v.z.w. te verstrekken documenten, met name het activiteiten- en het boekhoudverslag;

4° de middelen die de v.z.w. ter beschikking stelt voor de vervulling van haar opdracht;

5° de respectieve verplichtingen van de Regering en van de v.z.w.

Art. 26. Zolang de erkenning loopt, verschaft de Regering de krachtens artikel 25 erkende v.z.w. de onroerende en roerende goederen die nodig zijn voor het vervullen van de opdrachten bedoeld in artikel 24.

Art. 27. De Regering komt tegemoet in de werking van het "C.R.I.E. » door de toekenning van een jaarlijkse toelage waarvan ze het bedrag per centrum bepaalt.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de jaarlijkse toelage wordt betaald.

Art. 28. De Regering wordt belast met de administratieve opvolging en de controle op het gebruik van de toelagen van het "C.R.I.E. » .

De Regering zorgt voor de jaarlijkse evaluatie van de binnen het "C.R.I.E. » uitgeoefende activiteiten, met name op grond van een activiteitenverslag dat de krachtens artikel 25 erkende v.z.w.'s haar jaarlijks overmaken.

Art. 29. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat moet zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de binnen de "C.R.I.E. » uitgeoefende activiteiten en dat de Regering advies moet geven in het kader van de erkenningsprocedure.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van het comité.

#### DEEL IV. — MILIEUPLANNING IN HET KADER VAN DE DUURZAME ONTWIKKELING

##### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 30. De milieuplanning beoogt :

1° de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen en de ecosystemen;

2° de voorkoming en de vermindering van de door menselijke activiteiten veroorzaakte milieuhinder;

3° het in overweging nemen op gewestelijk niveau van het aspect duurzame ontwikkeling.

Art. 31. Milieuplanning omvat :

1° het jaarlijks uitwerken van het verslag over de staat van het Waalse leefmilieu;

2° het vijfjaarlijks uitwerken van het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;

3° het uitwerken van sectorale programma's;

4° het opstellen van gemeentelijke plannen voor leefmilieu en natuurontwikkeling.

##### HOOFDSTUK II. — *Verslag over de staat van het Waalse leefmilieu*

Art. 32. De Regering bezorgt het Waalse Parlement jaarlijks vóór de indiening van de begroting, uiterlijk 15 november, een verslag over "de staat van het Waalse leefmilieu", waarover het Waalse Parlement zich bij resolutie uitsprekt.

Art. 33. Het verslag over "de staat van het Waalse leefmilieu" bevat een kritische, evolutieve en prospectieve balans omtrent de verschillende milieucomponenten en de door menselijke activiteiten veroorzaakte belastingen.

Het bevat een analyse van het door de overheid, de bedrijven en de vrijwilligersverenigingen gevoerde milieubeleid. Het bevat eveneens een stand van zaken betreffende de omzetting van de Europese milieurichtlijnen en de inachtneming van de internationale milieuverbintenissen, alsmede een balans van de inspanningen die in het Waalse Gewest inzake de duurzame ontwikkeling zijn geleverd ter uitvoering van de in het kader van de Conferentie van Rio van juni 1992 uitgewerkte internationale overeenkomsten inzake milieu en ontwikkeling en van de in het programma "Action 21" omschreven beginselen.

Art. 34. Het verslag over "de staat van het Waalse leefmilieu" wordt door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu opgesteld in nauwe samenwerking met de Franstalige universiteiten en onderzoekscentra van Wallonië en Brussel. De Regering bepaalt de praktische modaliteiten voor de opstelling van het verslag.

Art. 35. Het verslag wordt op initiatief van de Regering besproken en ter discussie gesteld op een rondetafelbijeenkomst waaraan de Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest en de in artikel 7 bedoelde Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling deelnemen. De Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling (CWEDD) stelt een synthesesnota op met de resultaten van de bespreking, alsmede een prospectnota met eventuele suggesties inzake bestrijding en voorkoming van milieuaantastingen.

Art. 36. Het verslag over "de staat van het Waalse leefmilieu" en de door de "CWEDD" uitgewerkte nota's worden op initiatief van de Regering op ruime schaal verspreid, met name onder de leden van het Waalse Parlement, de betrokken bedrijfs- en landbouwkringen, de verenigingen voor de consumentenbescherming en de educatieve kringen.

#### HOOFDSTUK III. — Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling

Art. 37. De Regering stelt een milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling op waarin de richtsnoeren worden gegeven voor de besluitvorming op middellange en lange termijn door de Regering, de gewestelijke administratie, de pararegionale ondernemingen, de met een openbare opdracht belaste particulieren en, in materies van gewestelijk belang, door de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten.

Art. 38. Het plan berust met name op de overeenkomstig hoofdstuk II opgestelde verslagen over de staat van het Waalse leefmilieu en op de door de "CWEDD" uitgewerkte nota's, alsmede op de actieprogramma's die in het kader van de duurzame ontwikkeling door de algemene vergadering van de Verenigde Naties en de Raad van de Europese Unie worden vastgelegd.

Art. 39. Het plan omvat met name :

1° de voor de onderscheidene milieucomponenten te halen doelstellingen en de te ontwikkelen actiemiddelen;

2° de gegevens aan de hand waarvan het milieu en de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen kunnen worden opgenomen in het ontwikkelingsproces van het Gewest en in het geheel van de gewestelijke sectorale beleidslijnen.

Art. 40. Het planontwerp wordt door of in opdracht van de Regering opgesteld.

De Regering kan een beroep doen op de diensten van het Waalse Gewest, de pararegionale ondernemingen, de provincies, de gemeenten en de verenigingen van gemeenten, opdat ze haar alle voor het opstellen van het planontwerp vereiste informatie en gegevens zouden verstrekken.

De Regering kan tevens inlichtingen en gegevens bij de bedrijven verzamelen. Het is haar verboden fabricagegeheimen die de ingewonnen informatie eventueel bevat geheel dan wel gedeeltelijk te onthullen wanneer de bedrijven die de gegevens hebben verstrekt wijzen op die met een vertrouwelijk karakter en om geheimhouding vragen.

Art. 41. De Regering onderwerpt het planontwerp gedurende dertig dagen aan een openbaar onderzoek. De gemeentelijke overheden stellen de bevolking hiervan in kennis. Zij zamelen de opmerkingen van de bevolking in en zenden ze, eventueel met hun gemotiveerde adviezen, door naar de Regering.

Art. 42. Terwijl de Regering het planontwerp aan een openbaar onderzoek onderwerpt, wint ze de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten om advies i.v.m. de waterproductie en -distributie. Wat afvalstoffen betreft, wint ze het advies in van de erkende zuiveringsinstellingen, de "CWEDD", de Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

Die organen sturen desgevallend hun met redenen omkleed advies naar de Regering binnen twintig dagen na afloop van de termijn bedoeld in artikel 41.

Art. 43. De Regering neemt het plan aan bij een in haar midden genomen besluit.

De Regering onderwerpt het plan aan het Waalse Parlement, dat zich bij resolutie uitspreekt.

De Regering deelt het plan mee aan de overheden en instellingen bedoeld in artikel 37, alsook aan de andere instanties waarvan zij het advies nuttig acht.

Ze zorgt voor de bekendmaking ervan bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 44. De Regering kan bijzondere bepalingen vastleggen voor de procedure van aanneming van het plan.

Zij kan met name de termijnen van het openbaar onderzoek verlengen, alsook die voor de adviesverlening door de instanties die ze raadpleegt.

Art. 45. Het plan wordt om de vijf jaar opgesteld. Het blijft van toepassing zolang het niet vervangen wordt. De Regering kan de te ontwikkelen actiemiddelen jaarlijks opnieuw evalueren.

#### HOOFDSTUK IV. — Sectorale programma's en plannen voor het beheer van de stroomgebieden

Art. 46. De Regering stelt de volgende sectorale programma's op :

1° een afvalbeheersplan, zoals bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 met betrekking tot de afvalstoffen;

2° een actieprogramma voor de luchtkwaliteit;

3° een actieprogramma voor de bodemkwaliteit;

4° een actieprogramma voor de natuurbescherming.

Voor elk Waals stroomgebied stelt de overheid ervan een beheersplan op zoals bedoeld in artikel 24 van boek II.

Art. 47. De sectorale programma's kunnen afzonderlijk dan wel gegroepeerd worden opgesteld.

Zij voorzien in sectorale richtsnoeren, zoals bedoeld in artikel 37, en worden opgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 40 tot 45, met uitzondering van de bepalingen betreffende de uitwerkingsfrequentie en onverminderd de afwijkende bepalingen die de Regering vastlegt om rekening te houden met de eigenheden van betrokken sector.

Het plan voor het beheer van het Waalse stroomgebied wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 en volgende van boek II.

HOOFDSTUK V. — *Gemeentelijke plannen voor leefmilieu en natuurontwikkeling*

Art. 48. De gemeenteraad kan een gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling opstellen.

Dat plan bevat o.a. de volgende gegevens :

1° de door de gemeente gevoerde acties inzake de afval, het oppervlakte- en grondwater, het afvalwater, de geluidshinder, de lucht- en bodemverontreiniging, de natuurbescherming en -ontwikkeling, de volksgezondheid in het algemeen en de bewustmaking van de bevolking daaromtrent;

2° de te halen doelstellingen en de te ontwikkelen middelen i.v.m. de acties bedoeld in punt 1°, met inachtneming o.a. van het plan en de gewestelijke programma's bedoeld in de hoofdstukken III en IV.

De Regering bepaalt de procedure voor de aanneming van het plan.

Het plan wordt opgesteld voor een periode van vijf jaar. Het blijft van toepassing zolang het niet vervangen wordt. De gemeenteraad kan de te ontwikkelen actiemiddelen jaarlijks opnieuw evalueren.

De gemeenteraad kan het gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling en het gemeentelijk structuurplan gezamenlijk aannemen. In dit geval is de enige goedkeuringsprocedure die waarin artikel 17 van het « CWATUP » voorziet.

De Regering kan onder de door haar bepaalde voorwaarden een toelage verlenen aan de gemeenten die een gemeentelijk plan voor leefmilieu en natuurontwikkeling opstellen.

DEEL V. — *Evaluatie van de milieueffecten*HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en beginselen*

Art. 49. Voor de toepassing van dit gedeelte wordt verstaan onder :

1° « bevoegde overheid » : elk al dan niet beraadslagend orgaan, met of zonder rechtspersoonlijkheid, dat met een openbare opdracht belast wordt en bevoegd is om de in dit artikel bedoelde vergunning te verlenen, met inbegrip van de inzake beroepen bevoegde overheid;

2° « effectonderzoek » : wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd door een erkende persoon, waarin de nadruk wordt gelegd op de milieueffecten van het project;

3° « evaluatienota inzake milieueffecten » : document waarin de voornaamste ecologische parameters van het project opgenomen zijn en waarin de nadruk wordt gelegd op de milieueffecten ervan;

4° « vergunningen » :

- a. de vergunningen verleend krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- b. de vergunningen verleend krachtens de artikelen 84, 89 en 127 van het "CWATUP";
- c. de vergunningen voor de valorisatie van de steenbergen verleend krachtens het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen;
- d. de door de Regering opgesomde en krachtens wetten, decreten en reglementen genomen bestuurshandelingen waarbij besloten wordt een project geheel of gedeeltelijk uit te voeren;

5° « plan van aanleg » : plan van aanleg in de zin van het "CWATUP";

6° « plannen en programma's » : de plannen en programma's, alsook de wijzigingen ervan :

a. uitgewerkt en/of aangenomen door een overheid, met name een privaat- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon, die een openbare opdracht op gewestelijk of plaatselijk niveau vervult, of uitgewerkt door een overheid met het oog op de aanneming ervan door het Waalse Parlement of de Waalse Regering en

b. voorgeschreven krachtens decretale, reglementaire of administratieve bepalingen;

7° « project » : operatie, activiteit, werk, bouw, afbraak, verbouwing, uitbreiding of buitengebruikstelling van installaties, waardoor het leefmilieu wijzigingen ondergaat en waarvan de uitvoering gepland wordt door een privaat- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon;

8° "publiek" : één of meer natuurlijke of rechtspersonen, alsmede de verenigingen, organisaties en groepen waarvan ze deel uitmaken;

9° "milieueffectrapport" : deel van de documentatie betreffende het plan of het programma dat de in artikel 56 bedoelde informatie bevat;

10° « niet-technische samenvatting » : het document bevattende de voornaamste resultaten van het effectenonderzoek, een synthese van de milieueffecten van het project, een lijst van de maatregelen die overwogen worden om de negatieve milieueffecten van het project te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;

11° « systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de plannen en programma's » : het uitwerken van een milieurapport, de organisatie van raadplegingen, het rekening houden met het milieurapport en de resultaten van de raadpleging bij de besluitvorming, alsmede het verstrekken van informatie over de beslissing, overeenkomstig de artikelen 52 tot 61;

12° « systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de projecten » : de gezamenlijke procedures bedoeld in de decretale en reglementaire bepalingen van dit deel, op grond waarvan de milieueffecten van de projecten onderzocht worden vooraleer beslist wordt een vergunning te verlenen.

Art. 50. De tenuitvoerlegging van de procedures waarin dit deel voorziet beoogt voornamelijk :

- de bescherming en de verbetering van de kwaliteit van het leefklimaat en de leefomstandigheden van de bevolking om haar een gezonde, veilige en aangename omgeving te verschaffen;
- het beheer van de leefomgeving en de natuurlijke hulpbronnen met het oog op het behoud van de kwaliteiten ervan en op het rationeel en oordeelkundig gebruik van de potentialiteiten ervan;
- de totstandbrenging van een evenwicht tussen de menselijke behoeften en het leefmilieu, waardoor de gezamenlijke bevolking op lange termijn zal kunnen genieten van een goed leefklimaat en van degelijke leefomstandigheden.
- een hoog niveau van milieubescherming en het opnemen van milieuoverwegingen bij het uitwerken en aannemen van plannen en programma's die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, met het oog op de bevordering van de duurzame ontwikkeling.

Art. 51. In het Waalse Gewest wordt een systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de plannen en programma's ingevoerd, alsook een systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de projecten.

HOOFDSTUK II. — *Systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de plannen en programma's*

Art. 52. De milieueffecten van de plannen en programma's worden geëvalueerd wanneer het plan of het programma uitgewerkt wordt en voordat het aangenomen wordt of, desgevallend, aan de wettelijke procedure onderworpen wordt.

De termijnen voorgeschreven voor het uitwerken van de plannen en programma's worden opgeschort tussen de datum van het bij de Regering ingediende verzoek om vrijstelling bedoeld in artikel 53, §§ 1 en 2, of de datum van het verzoek om bepaling van de inhoud van het in artikel 55 bedoelde milieueffectrapport door de Regering en de datum van de aanneming van het milieueffectrapport.

Art. 53. § 1. De milieueffecten van de plannen en programma's worden overeenkomstig de artikelen 52 tot 61 geëvalueerd voor de plannen en programma's, alsmede de wijzigingen ervan, waarvan lijst I door de Regering samengesteld is en :

1° die uitgewerkt worden voor de sectoren landbouw, bosbouw, visserij, energie, industrie, vervoer, afvalbeheer, waterbeheer, bodems, telecommunicatie, toerisme en het kader bepalen waarin de projecten die op de krachtens artikel 66, § 2, samengestelde lijst voorkomen voortaan uitgevoerd zullen mogen worden;

2° die aan een evaluatie onderworpen worden krachtens artikel 29 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Als een plan of een programma bedoeld in het eerste lid voorziet in het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau of kleine wijzigingen aanbrengt in de plannen en programma's bedoeld in het eerste lid of het kader niet bepaalt waarin de projecten die op de krachtens artikel 66, § 2, samengestelde lijst voorkomen voortaan uitgevoerd zullen mogen worden, en dat de opsteller ervan acht dat bedoeld plan of programma niet vatbaar is voor aanzienlijke milieueffecten, kan de opsteller de Regering erom verzoeken het plan of programma niet aan een milieueffectevaluatie te onderwerpen. De opsteller van het plan of het programma wettigt zijn verzoek op grond van de criteria die de vermoedelijke omvang van de in artikel 54 bedoelde effecten helpen bepalen. De Regering wint het advies in van de « CWEDD », van de betrokken gemeenten en de personen en instanties waarvan zij het advies nuttig acht. De adviezen worden toegezonden binnen dertig dagen na het verzoek van de Regering. Na afloop van die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn. De Regering beslist over het verzoek om vrijstelling binnen dertig dagen na het sluiten van de raadplegingen. De beslissing van de Regering en de redenen waarom beslist werd het plan of het programma niet aan een milieueffectevaluatie te onderwerpen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De plannen en programma's die niet in § 1 voorkomen en die het kader bepalen waarin projecten voortaan uitgevoerd zullen mogen worden, worden aan een milieueffectevaluatie onderworpen als zij vatbaar zijn voor aanzienlijke milieueffecten. De Regering stelt lijst II van die plannen en programma's samen op grond van de criteria die de vermoedelijke reikwijdte van de in artikel 54 bedoelde effecten helpen bepalen en wint het advies in van de « CWEDD », van de betrokken gemeenten en de personen en instanties waarvan zij het advies nuttig acht. De adviezen worden toegezonden binnen dertig dagen na het verzoek van de Regering. Na afloop van die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Als de opsteller van een op lijst II voorkomend plan of programma acht dat het niet vatbaar is voor aanzienlijke milieueffecten, kan hij de Regering erom verzoeken het plan of het programma van een milieueffectevaluatie vrij te stellen. Hij wettigt zijn verzoek op grond van de criteria die de vermoedelijke reikwijdte van de in artikel 54 bedoelde effecten helpen bepalen. De Regering wint het advies in van de « CWEDD », van de betrokken gemeenten en de personen en instanties waarvan zij het advies nuttig acht. De adviezen worden toegezonden binnen dertig dagen na het verzoek van de Regering. Na afloop van die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn. De Regering beslist over het verzoek om vrijstelling binnen dertig dagen na het sluiten van de raadplegingen. De beslissing van de Regering en de redenen waarom beslist werd het plan of het programma niet aan een milieueffectevaluatie te onderwerpen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De Regering kan krachtens dit hoofdstuk een milieueffectevaluatie opleggen voor de plannen en programma's die vatbaar zijn voor aanzienlijke milieueffecten en die niet vastgelegd zijn bij decretale, reglementaire of administratieve bepalingen.

§ 4. Er wordt geen milieueffectevaluatie krachtens dit artikel opgelegd voor de volgende plannen en programma's :

1° plannen en programma's die uitsluitend bestemd zijn voor landsverdediging en de burgerlijke bescherming;

2° financiële of begrotingsplannen en -programma's;

3° plannen en programma's medegefinancierd door de Europese Unie in het kader van de lopende programmeringsperiodes betreffende respectievelijk de verordeningen nr. 1260/1999 en nr. 1257/1999 van de Raad;

4° het plan van de centra voor technische ingraving bedoeld in artikel 24, § 2, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 5. De plannen en programma's waarvan de milieueffectevaluatie door het « CWATUP » geregeld wordt, vallen niet onder dit artikel.

Art. 54. Om te bepalen of de plannen en programma's vatbaar zijn voor aanzienlijke milieueffecten wordt rekening gehouden met de volgende criteria bij de vaststelling van de vermoedelijke reikwijdte ervan :

1° de kenmerken van de plannen en programma's, meer bepaald :

a. de mate waarin het plan of het programma een kader bepaalt voor andere projecten of activiteiten wat betreft de lokalisatie, de aard, de omvang en de werkingsvoorwaarden of door een toewijzing van hulpbronnen;

b. de mate waarin een plan of een programma een weerslag heeft op andere plannen en programma's, met inbegrip van die welke deel uitmaken van een hiërarchisch geheel;

c. de adequatie tussen het plan of het programma en het opnemen van milieuoverwegingen, met name om de duurzame ontwikkeling te bevorderen;

d. de milieuproblemen i.v.m. het plan of het programma;

e. de adequatie tussen het plan of het programma en de toepassing van de milieuwetgeving;

- 2° de kenmerken van de effecten en van het gebied dat getroffen kan worden, meer bepaald :
- a) de kans op effecten, de duur, de frequentie en het omkeerbaar karakter ervan;
  - b) het cumulatieve karakter van de effecten;
  - c) het grensoverschrijdende karakter van de effecten;
  - d) de risico's voor de menselijke gezondheid of het milieu;
  - e) de omvang en het geografische ruimtelijk bereik van de effecten (m.a.w. het geografische gebied en de bevolkingsomvang die getroffen kunnen worden);
  - f) de waarde en de kwetsbaarheid van het gebied dat getroffen kan worden vanwege :
    - natuurlijke kenmerken of een bijzonder cultureel erfgoed;
    - een overschrijding van de milieukwaliteitsnormen of van de grenswaarden;
    - een intensief grondgebruik;
  - g) de effecten op gebieden en landschappen die beschermd worden op nationaal, Europees of internationaal niveau.

Art. 55. Als de opsteller van een plan of programma waarvoor artikel 53 een milieueffectevaluatie oplegt, niet de Regering is, legt hij het plan- of programmaontwerp over aan de Regering of aan de daartoe gemachtigde persoon opdat zij de inhoud van het milieueffectrapport overeenkomstig artikel 56 kan bepalen.

Art. 56. § 1. Als een milieueffectevaluatie van de plannen en programma's krachtens artikel 53 gevorderd wordt, stelt de opsteller ervan een milieueffectrapport op waarin de vermoedelijke aanzienlijke milieueffecten als gevolg van de uitvoering van het plan of het programma alsmede de redelijke alternatieven, die rekening houden met de doelstellingen en het geografische toepassingsveld van het plan of het programma, geïdentificeerd, omschreven en geëvalueerd worden.

§ 2. De Regering, of de daartoe gemachtigde persoon, bepaalt welke gegevens in het krachtens § 1 uitgewerkte milieueffectrapport moeten voorkomen, rekening houdende met de huidige stand van kennis en evaluatiemethoden, met de inhoud en de precisiegraad van het plan of programma, met de vordering van het besluitvormingsproces en met het feit dat sommige aspecten misschien beter in andere fasen van dat proces worden geëvalueerd om herhaling van de evaluatie te voorkomen.

§ 3. De krachtens § 2 te verstrekken gegevens zijn hoe dan ook :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de voornaamste doelstellingen van het plan of van het programma en het verband met andere relevante plannen en programma's;

2° de relevante aspecten van de milieutoestand en de vermoedelijke ontwikkeling ervan als het plan of het programma niet wordt uitgevoerd;

3° de milieukenmerken van de gebieden die behoorlijk getroffen kunnen worden;

4° de bestaande milieuproblemen i.v.m. het plan of het programma, meer bepaald die betreffende de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu, bijv. de gebieden aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

5° de relevante doelstellingen inzake milieubescherming en de wijze waarop rekening wordt gehouden met die doelstellingen en de milieuoverwegingen bij de voorbereiding van het plan of het programma;

6° de vermoedelijke aanzienlijke milieueffecten, meer bepaald de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve, secundaire, cumulatieve, synergetische milieueffecten op korte, middellange en lange termijn, ook op de biodiversiteit, de bevolking, de gezondheid van de mens, de fauna, de flora, de grond, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed, architectonisch en archeologisch erfgoed inbegrepen, de landschappen en de wisselwerkingen tussen die factoren;

7° de maatregelen om elk aanzienlijk negatief milieueffect als gevolg van de uitvoering van het plan of programma te voorkomen, te beperken of binnen de mogelijkheden te compenseren;

8° een verklaring met opgave van de redenen waarom gekozen werd voor de geplande alternatieven en een omschrijving van de wijze waarop de evaluatie is doorgevoerd, met inbegrip van de moeilijkheden ondervonden bij het verzamelen van de vereiste gegevens, zoals technische tekortkomingen of gebrek aan knowhow;

9° een omschrijving van de opvolgingsmaatregelen gepland overeenkomstig artikel 10;

10° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde gegevens.

De nuttige informatie over de milieueffecten van de plannen en programma's die op andere besluitvormingsniveaus of krachtens andere wetgevingen ingewonnen wordt, kan gebruikt worden om de in het vorige lid bedoelde gegevens te verstrekken.

§ 4. De Regering, of de persoon die ze daartoe machtigt, legt het ontwerp van de inhoud van het milieueffectrapport samen met het plan- en programmaontwerp voor advies over aan de « CWEDD », aan de betrokken gemeenten en aan de personen en instanties waarvan zij het advies nuttig acht. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die in het milieueffectrapport moeten voorkomen.

De adviezen worden binnen dertig dagen na het verzoek aan de Regering overgemaakt. Bij gebreke daarvan bepaalt de Regering of de daartoe gemachtigde persoon de inhoud van het milieueffectrapport.

Art. 57. § 1. Het plan- of programmaontwerp wordt samen met het milieueffectrapport door de opsteller van het plan of programma overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die betrokken is bij de milieueffecten van het plan- of programmaontwerp en op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek van minstens zestig dagen georganiseerd moet worden.

§ 2. Het openbaar onderzoek wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten aangekondigd in elke gemeente die betrokken is bij de milieueffecten van het plan- of programmaontwerp, zowel door aanplakking als d.m.v. een bericht in minstens twee dagbladen verspreid in het Waalse Gewest, waarvan één Duitstalig. Het begin en het einde van de onderzoekstermijn worden in de aankondiging vermeld. De onderzoekstermijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Opmerkingen worden schriftelijk bij het college van burgemeester en schepenen ingediend vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek. Ze worden gevoegd bij het proces-verbaal tot sluiting van het openbaar onderzoek, dat binnen acht dagen na de sluiting door het college van burgemeester en schepenen opgesteld wordt. Het college van burgemeester en schepenen stuurt de opmerkingen en het proces-verbaal tot sluiting van het openbaar onderzoek binnen vijfenveertig dagen naar de opsteller van het plan of van het programma.

§ 3. Het plan- of programmaontwerp en het milieueffectrapport worden, zodra ze door de opsteller van het plan of programma aangenomen worden, voor advies voorgelegd aan de « Cwedd », de betrokken gemeenten en de andere personen en instanties waarvan de Regering het advies nuttig acht.

De adviezen worden binnen zestig dagen na het verzoek aan de opsteller van het plan of programma overgemaakt.

Bij gebreke daarvan worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Art. 58. § 1. Terwijl de Regering overeenkomstig artikel 56, § 2, beslist, gaat ze desgevallend na of de uitvoering van een plan of programma dat uitgewerkt wordt aanzienlijke milieueffecten kan hebben in een ander Gewest, een andere lid-Staat van de Europese Unie of een andere Staat die partij is bij het Espoo-verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband.

In dit geval wordt het plan- of programmaontwerp samen met het milieueffectrapport en de eventuele gegevens over grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest, de andere Lidstaat van de Europese Unie of de andere Staat die partij is bij het Espoo-verdrag.

De Regering kan bepalen :

1° welke instanties het plan- of programmaontwerp samen met het milieueffectrapport en de eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten overmaken aan de overheden bedoeld in het eerste lid;

2° volgens welke modaliteiten de bevoegde overheden van het Gewest of de Staat die getroffen kunnen worden, kunnen deelnemen aan de procedure voor de milieueffectevaluatie;

3° volgens welke modaliteiten de in het eerste lid bedoelde overheden in kennis gesteld worden van de gegevens bedoeld in artikel 60, derde lid.

§ 2. Als de uitvoering van een plan of programma dat uitgewerkt wordt op het grondgebied van een ander Gewest, van een andere lid-Staat van de Europese Unie of een andere Staat die partij is bij het Espoo-verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, aanzienlijke milieueffecten kan hebben in het Waalse Gewest, wordt het plan- of programmaontwerp, dat samen met het milieueffectrapport overgemaakt wordt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest of van de andere Staat, ter inzage gelegd van het publiek en van de door de Regering aangewezen instanties.

De Regering bepaalt :

1° volgens welke modaliteiten de in het eerste lid bedoelde gegevens ter inzage worden gelegd van het publiek en de instanties bedoeld in het eerste lid;

2° volgens welke modaliteiten het advies van het publiek en van de geraadpleegde instanties ingewonnen en meegedeeld wordt.

Art. 59. Bij het uitwerken van het plan of het programma en vooraleer het aangenomen of desgevallend aan een wettelijke procedure onderworpen wordt, houdt de opsteller ervan rekening met het milieueffectrapport, met de resultaten van de krachtens artikel 57 uitgebrachte adviezen en met de krachtens artikel 58 uitgevoerde grensoverschrijdende raadplegingen.

Hij bepaalt eveneens de voornaamste opvolgingsmaatregelen voor de aanzienlijke milieueffecten als gevolg van de tenuitvoerlegging van het plan of het programma, onder meer om onvoorziene negatieve gevolgen in een vroeg stadium te identificeren en om de herstelmaatregelen te kunnen nemen die hij geschikt acht.

Art. 60. Als de opsteller een plan of een programma aanneemt, bezorgt hij een milieuverklaring waarin hij aangeeft hoe de milieuoverwegingen in het plan of het programma opgenomen werden en hoe het milieueffectrapport en de overeenkomstig de artikelen 57 en 58 uitgebrachte adviezen in overweging genomen werden, en waarom gekozen werd voor het plan of het programma zoals het aangenomen werd, rekening houdende met de andere mogelijke oplossingen die overwogen werden.

Het plan of het programma, zoals het aangenomen wordt, de milieuverklaring en de vastgelegde maatregelen betreffende de opvolging overeenkomstig artikel 59 worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De opsteller van het plan of het programma stuurt binnen tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* een afschrift van het plan of het programma, de milieuverklaring en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen bij aangetekend schrijven naar de betrokken gemeenten, de « CWEDD », de andere personen en instanties waarvan de Regering het advies nuttig acht, en desgevallend, naar het Gewest of de Staat waarvan het advies overeenkomstig artikel 58 ingewonnen werd.

Art. 61. § 1. De in een plan of een programma opgenomen projecten die reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een krachtens artikel 53 voorgescreven milieueffectevaluatie voor plannen en programma's en die onderworpen worden aan het in hoofdstuk III bedoelde systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van projecten, worden niet vrijgesteld van de evaluatie.

§ 2. Als de plannen en de programma's deel uitmaken van een hiërarchisch ingedeeld geheel kan de milieueffectevaluatie ervan, ten einde een nieuwe evaluatie te voorkomen, uitgevoerd worden o.a. op grond van de nuttige gegevens die eerder ingezameld werden bij het aannemen van een ander plan of programma van hetzelfde hiërarchisch ingedeelde gedeelte.

§ 3. De plannen en programma's waarvoor dit hoofdstuk en andere wetgevingen voorzien in een verplichte milieueffectevaluatie, in een openbaar onderzoek of een raadpleging van dezelfde overheden, worden onderworpen aan een gecoördineerde of gemeenschappelijke procedure die aan de strengste relevante wetsbepalingen voldoet om onder meer te voorkomen dat verschillende evaluaties worden uitgevoerd.

Dat houdt in :

- dat één enkel openbaar onderzoek georganiseerd wordt;
- dat dezelfde overheden één enkele keer verzocht worden advies uit te brengen over het plan of programma dat verder uitgewerkt wordt;
- dat één enkel verslag opgesteld wordt met alle gegevens waarin de desbetreffende wetgevingen voorzien.

HOOFDSTUK III. — *Systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van projecten*

Art. 62. De afgifte van elke vergunning is onderworpen aan de tenuitvoerlegging van het in dit hoofdstuk bedoelde systeem voor de evaluatie van de milieueffecten van de projecten.

Als blijkt dat de uitvoering van het project verschillende vergunningen vereist, wordt het systeem voor de milieueffectevaluatie één enkele keer toegepast en slaat de evaluatie op de gezamenlijke milieueffecten die het project zou kunnen hebben.

De Regering bepaalt de toepassingsvoorwaarden van dit artikel op grond van algemene normen.

Art. 63. De inzake beroepen bevoegde overheid en de administratieve rechter kunnen iedere vergunning die verleend wordt in strijd met de bepalingen van artikel 62, eerste lid, nietig verklaren.

De nietigheid wordt hoe dan ook in de volgende gevallen uitgesproken :

- 1° bij gebrek aan een korte uiteenzetting als ze krachtens de bepalingen van dit hoofdstuk wordt vereist;
- 2° in geval van overtreding van één van de bepalingen van artikel 74;
- 3° bij gebrek aan een effectonderzoek als het vereist wordt bij of krachtens de bepalingen van dit hoofdstuk;
- 4° als de met het onderzoek belaste persoon niet erkend is;
- 5° bij gebrek aan een niet-technische samenvatting;
- 6° bij gebrek aan de in artikel 71 bedoelde bevolkingsraadpleging.

Art. 64. De vergunning en de vergunningsweigering worden met redenen omkleed, met name op grond van de milieueffecten en van de doelstellingen bedoeld in artikel 50.

Art. 65. Elke vergunningsaanvraag gaat vergezeld, hetzij van een evaluatienota inzake milieueffecten, hetzij van een milieueffectonderzoek.

Art. 66. § 1. Onverminderd de artikelen 42 en 50 van het "CWATUP" en ongeacht of het gaat om de evaluatienota inzake milieueffecten of om het effectonderzoek, identificeert, beschrijft en evalueert de effectevaluatie op gepaste wijze en al naar gelang elk specifiek geval de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten, op korte, middellange en lange termijn, van de implementering en de tenuitvoerlegging van het project op :

- 1° de mens, de fauna en de flora;
- 2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat en de landschappen;
- 3° de materiële goederen en het culturele patrimonium;
- 4° de wisselwerking tussen de factoren bedoeld in 1°, 2° en 3°, van dit lid.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of lokalisatie aan een milieueffectonderzoek onderworpen worden.

Bij de bepaling van de aan een milieueffectonderzoek te onderwerpen projecten houdt de Regering rekening met de volgende relevante selectiecriteria :

- 1° de kenmerken van bovenvermelde projecten worden in overweging genomen met inachtneming van o.a. :
  - de omvang van het project
  - de cumulatie met andere projecten;
  - het gebruik van de natuurlijke hulpbronnen;
  - de afvalproductie;
  - vervuiling en hinder;
  - ongevalrisico's, gezien o.a. de gebruikte stoffen of technologieën;
- 2° de milieugevoeligheid van de geografische gebieden die door het project kunnen worden getroffen, wordt in overweging genomen met inachtneming van :
  - de bezetting van de bestaande gronden;
  - de relatieve rijkdom, de kwaliteit en het regeneratievermogen van de natuurlijke hulpbronnen van het gebied;
  - het belastingsvermogen van de natuurlijke omgeving;
- 3° de noemenswaardige effecten die een project zou kunnen hebben worden in overweging genomen op grond van de criteria bedoeld onder 1° en 2°, meer bepaald :
  - de reikwijdte van het effect (geografisch gebied en omvang van de getroffen bevolking)
  - het grensoverschrijdende karakter van het effect;
  - de reikwijdte en de complexiteit van het effect;
  - de kans op een effect;
  - de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van het effect.

§ 3. Er wordt een evaluatienota inzake milieueffecten vereist :

- 1° voor vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet in § 2 bedoeld worden;
- 2° de in § 2 bedoelde aanvragen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 4, eerste lid;
- 3° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die in § 2 bedoeld worden en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 4. Als de vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van een plan van aanleg dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een effectonderzoek overeenkomstig artikel 42 of 50 van het « CWATUP », legt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, geen effectonderzoek op zoals voorgeschreven in de bepalingen van dit hoofdstuk, voorzover het effectonderzoek dat aan de aanneming van het plan voorafgaat de gezamenlijke gegevens bevat die vereist zouden worden voor het effectonderzoek betreffende de aanvraag.

Als de voorwaarden van het eerste lid niet vervuld zijn, kan het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag uitgaan van de nuttige gegevens die ingezameld werden tijdens het (de) effectonderzoek(en) of bij het opstellen van het milieueffectrapport vóór de aanneming van een plan van aanleg, een gemeentelijk plan van aanleg, een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk structuurplan.

Art. 67. § 1. De Regering bepaalt de vorm en de minimale inhoud van de evaluatienota inzake milieueffecten. Ze kan beslissen dat het dossier van de vergunningsaanvraag gelijk staat met de evaluatienota inzake milieueffecten.

§ 2. De Regering kan de vorm en de minimale inhoud van het milieueffectonderzoek bepalen.

§ 3. De evaluatienota inzake milieueffecten of het milieueffectonderzoek bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° een omschrijving van het project, met gegevens over de site, het ontwerp en de omvang ervan;
- 2° de vereiste gegevens voor de opsporing en de evaluatie van de voornaamste milieueffecten van het project;
- 3° een omschrijving van de geplande maatregelen om ernstige negatieve effecten te voorkomen en te beperken en, indien mogelijk, te verhelpen;
- 4° een overzicht van de voornaamste alternatieve oplossingen die de aanvrager heeft onderzocht en een opgave van de voornaamste redenen voor zijn keuze, rekening houdende met de milieueffecten;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde gegevens.

Als de aanvrager de bevoegde overheid om advies vraagt over de in het kader van de korte uiteenzetting van de evaluatie of van het milieueffectonderzoek te verstrekken informatie, bepaalt de Regering hoe advies wordt uitgebracht.

Art. 68. Als een vergunningsaanvraag het voorwerp uitmaakt van een evaluatienota inzake milieueffecten, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, op grond van die evaluatie en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel 66, § 2, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben. Als ze vaststelt dat zulks het geval is, geeft ze de aanvrager kennis daarvan wanneer ze hem meedeelt dat het dossier volledig is.

Tegelijkertijd geeft ze de "CWEDD" kennis daarvan en laat ze hem weten dat hij inzage kan nemen van het aanvraagdossier en dat zijn advies geacht wordt gunstig te zijn als het niet binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs toegezonden wordt.

Art. 69. De bevoegde overheid evalueert de effecten van het project op grond van het milieueffectonderzoek of van de evaluatienota inzake milieueffecten, van de ingewonnen adviezen en van elk ander gegeven dat ze nuttig acht.

Als de bevoegde overheid of de door de Regering aangewezen organen die bij de behandeling van de aanvraag betrokken worden, niet beschikken over de vereiste gegevens, kunnen ze bijkomende informatie verlangen van de aanvrager of de uitvoerder van het onderzoek.

De projectontwikkelaar kiest een krachtens artikel 70 erkende persoon om het onderzoek uit te voeren en geeft de Regering en de door haar aangewezen personen onmiddellijk kennis van zijn keuze bij ter post aangetekend schrijven. Als de projectontwikkelaar de wraking waarin artikel 70, tweede lid, voorziet niet bij aangetekend schrijven ontvangt binnen vijftien dagen na bovenbedoelde kennisgeving, wordt zijn keuze geacht gunstig te zijn.

Art. 70. De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de natuurlijke en rechtspersonen die belast kunnen worden met milieueffectonderzoeken; zij bepaalt de regels voor de toekenning en de intrekking van de erkenning. De erkenning kan namelijk tijdelijk of definitief worden ingetrokken als de Regering na een eerste behoorlijk betekende waarschuwing vaststelt dat een onderzoek kwalitatief duidelijk te wensen overlaat. Elke intrekking van erkenning vereist het advies van de "CWEDD", ingesteld bij de artikelen 7 tot 9, alsook van de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening als het effectonderzoek dat kwalitatief duidelijk te wensen overlaat, betrekking heeft op een plan van aanleg of een ontwerp van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur.

De Regering bepaalt de gevallen waarin een erkende persoon onbevoegd kan worden verklaard voor de uitvoering van een onderzoek.

Art. 71. Wat betreft de aan een effectonderzoek onderworpen projecten, wordt de bevolking geraadpleegd vóór de indiening van de vergunningsaanvraag. De raadpleging dient met name om te wijzen op specifieke punten die zouden kunnen worden aangesneden in het effectonderzoek, en om alternatieven voor te leggen die de projectontwikkelaar redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen bij de uitvoering van het effectonderzoek.

De Regering bepaalt :

- 1° de modaliteiten voor de kennisgeving van die alternatieven aan de met het onderzoek belaste persoon;
- 2° de modaliteiten van de raadpleging en de maatregelen om het publiek daarover te informeren.

Art. 72. De « CWEDD » of zijn afgevaardigde alsmede, in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg of een project van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur, de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening of de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening hebben het recht de betrokken openbare overheden, de aanvrager en de uitvoerder van het onderzoek om elk gegeven te verzoeken i.v.m. de vergunningsaanvraag en het verloop van het effectonderzoek. Zij mogen alle nuttige opmerkingen en suggesties i.v.m. het effectonderzoek aan de Regering en aan de bevoegde overheid richten.

Art. 73. Het project dat het voorwerp is van de vergunningsaanvraag, kan wijzigingen bevatten i.v.m. het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het effectonderzoek, als de wijzigingen gegrond zijn op suggesties van de uitvoerder van het onderzoek. Als de vergunningsaanvrager ondanks de suggesties van de uitvoerder van het effectonderzoek weigert wijzigingen aan te brengen in zijn project, dient hij zijn weigering met redenen te omkleden in zijn aanvraag.

Art. 74. § 1. De vergunningsaanvragen die het voorwerp van een effectonderzoek uitmaken, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen.

§ 2. De vergunningsaanvragen die het voorwerp zijn van een evaluatienota inzake milieueffecten, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen :

- 1° als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, overeenkomstig artikel 68 vaststelt dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;
- 2° in de andere gevallen, als de desbetreffende wetgeving het oplegt.



§ 3. De openbare onderzoeken bedoeld in de §§ 1 en 2 nemen hoe dan ook de volgende beginselen in acht :

1° het dossier van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de evaluatienota inzake milieueffecten of het effectonderzoek wordt bekendgemaakt;

2° het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen voor projecten onderworpen aan een korte uiteenzetting van de evaluatie en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een effectonderzoek;

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Voor de aan een effectevaluatie onderworpen projecten kan de Regering bijkomende regels opleggen naast die waarin andere wetten, decreten of besluiten voorzien voor een openbaar onderzoek.

De Regering kan regels voor de organisatie van het openbaar onderzoek opleggen als de overheid die voor de organisatie instaat haar verplichtingen niet nakomt.

Art. 75. De bevolking kan tijdens de openingsuren inzage nemen van een dossier op een plaats die de bevoegde overheid bepaalt. Dat dossier bevat het originele exemplaar van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de korte uiteenzetting van de evaluatie of het effectonderzoek of een door de opsteller voor eensluidend verklaard afschrift, een afschrift van de adviezen en briefwisselingen die overeenkomstig de artikelen 68, 71 en 72 door de burgers en de verschillende betrokken diensten of instellingen toegezonden worden. De overheid laat het dossier vergezeld gaan van de briefwisselingen en de geschreven adviezen die ze in het kader van het openbaar onderzoek ontvangt.

Art. 76. § 1. Als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, vaststelt dat een in het Waalse Gewest uit te voeren project aanzienlijke milieueffecten kan hebben in een ander Gewest, een andere lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Espoo-Verdrag van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het dossier betreffende de vergunningsaanvraag, samen met ofwel de evaluatienota inzake milieueffecten, ofwel het effectonderzoek, en de eventuele gegevens over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde overheden van het andere Gewest, de andere lid-Staat van de Europese Unie of de andere Staat die partij is bij het Espoo-Verdrag.

De Regering bepaalt :

1° welke organen belast worden met de overdracht van het dossier aan de overheden bedoeld in het eerste lid;

2° de modaliteiten voor de deelneming van de bevoegde overheden van het betrokken Gewest of de betrokken Staat aan de procedure voor de milieueffectevaluatie;

3° de modaliteiten voor de kennisgeving van de in artikel 77 bedoelde gegevens aan de overheden bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Als een project dat uitgevoerd moet worden op het grondgebied van een ander Gewest, een andere lid-Staat van de Europese Unie of een Staat die partij is bij het Espoo-Verdrag, schade kan toebrengen aan het leefmilieu van het Waalse Gewest, worden de gegevens bedoeld in artikel 7.3 van richtlijn 85/337/EEG betreffende de waardering van de weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu, zoals gewijzigd bij richtlijn 97/11/EEG, overgemaakt door de bevoegde overheden van het andere Gewest of de andere Staat en ter inzage gelegd van de betrokken bevolking en de door de Regering aangewezen organen.

De Regering bepaalt :

1° de modaliteiten volgens dewelke de in het eerste lid bedoelde gegevens ter inzage worden gelegd van de bevolking en van de instanties bedoeld in het eerste lid;

2° de modaliteiten volgens dewelke het advies van de bevolking en de geraadpleegde organen wordt ingewonnen en meegedeeld.

Art. 77. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de bekendmaking van :

1° de beslissing van de bevoegde overheid, in voorkomend geval vergezeld van de exploitatienormen;

2° de grondslag van de beslissing;

3° in voorkomend geval, een beschrijving van de voornaamste maatregelen die getroffen moeten worden om de belangrijke negatieve effecten van het project te voorkomen, te beperken en, indien mogelijk, te compenseren.

#### HOOFDSTUK IV. — *Strafbepalingen*

Art. 78. De belemmering van de uitvoering van het openbaar onderzoek of het onttrekken van stukken van het in artikel 75 bedoelde dossier aan het openbaar onderzoek, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één tot zes maanden en met een geldboete van 100 EUR tot 250 EUR, of met één van die straffen.

De met het effectonderzoek belaste personen worden gelijkgesteld met "personen belast met een openbare dienst" voor de toepassing van Titel IV, hoofdstuk IV, van het Strafwetboek, dat omkoping bestraft.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 79. De verplichting bedoeld in artikel 52, eerste lid, is van toepassing op de plannen en programma's waarvan de eerste formele daad van voorbereiding van na 21 juli 2004 dateert. De plannen en programma's waarvan de eerste daad van voorbereiding aan die datum voorafgaat en die meer dan vierentwintig maanden na die datum worden aangenomen of overgelegd, vallen onder de verplichting bedoeld in artikel 52, eerste lid, tenzij de Regering geval per geval beslist dat zulks niet mogelijk is en het publiek kennis geeft van haar met redenen omklede beslissing door een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 80. Onverminderd de mogelijkheid waarover de Regering krachtens artikel 70 beschikt om een erkenning tijdelijk of definitief in te trekken, blijven de vóór 1 oktober 2002 verleende vergunningen geldig tot afloop van de termijn waarvoor ze verleend worden.

Art. 81. De vergunningsaanvragen en de georganiseerde administratieve beroepen die vóór 1 oktober 2002 ingediend werden, worden behandeld volgens de procedure van kracht op de dag van de indiening van de aanvraag.

## Deel VI. — MILIEUOVEREENKOMSTEN

Art. 82. Onder milieuovereenkomst wordt verstaan elke overeenkomst tussen, enerzijds, het Gewest, dat door de Waalse Regering wordt vertegenwoordigd, en, anderzijds, één of meer instellingen die ondernemingen vertegenwoordigen, hierna "de instelling" genoemd, om milieuverontreiniging te voorkomen, om de gevolgen ervan te beperken of te neutraliseren of om een doeltreffend milieubeheer te bevorderen.

De milieuovereenkomst vermeldt met name :

- 1° haar doel, met inbegrip van de Europese of gewestelijke wetsbepalingen waarvan ze de uitvoering beoogt, alsmede de te halen doelstellingen, desgevallend m.i.v. de tussendoelstellingen;
- 2° de modaliteiten voor haar wijziging overeenkomstig de regels die vastliggen in de bepalingen van dit deel;
- 3° de modaliteiten voor haar vernieuwing overeenkomstig de regels die vastliggen in de bepalingen van dit deel;
- 4° de modaliteiten voor haar ontbinding overeenkomstig de regels die vastliggen in de bepalingen van dit deel;
- 5° in geval van ontbinding, de modaliteiten volgens dewelke de partij die de overeenkomst ontbindt, voldoet aan de decretaale en reglementaire bepalingen waarvan de overeenkomst de uitvoering beoogt;
- 6° de modaliteiten voor de controle op de naleving van haar bepalingen;
- 7° de modaliteiten voor de oplossing van de moeilijkheden die de interpretatie van de bepalingen doet rijzen;
- 8° de strafbedingen als ze niet wordt uitgevoerd;
- 9° de redenen waarom en de voorwaarden waaronder er een einde aan kan worden gemaakt.

De milieuovereenkomst kan de wijze formaliseren waarop de betrokken partij(en) haar (hun) verplichtingen uitvoert (uitvoeren).

De Regering kan de inhoud van de door haar bepaalde milieuovereenkomsten vastleggen.

Art. 83. Een instelling kan met het Gewest een milieuovereenkomst sluiten, wijzigen of vernieuwen, voor zover ze aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° ze heeft de rechtspersoonlijkheid;
- 2° ze vertegenwoordigt instellingen die een gelijkaardige activiteit uitoefenen of die met een gemeenschappelijk milieuprobleem geconfronteerd worden;
- 3° ze is gemandateerd door een deel of het geheel van haar leden.

Art. 84. Zolang de milieuovereenkomst loopt, neemt het Gewest geen reglementaire bepalingen bij besluit die voor de bij de overeenkomst geregelde aangelegenheden restrictievere voorwaarden zouden opleggen dan die waarin ze reeds voorziet.

Mits voorafgaande raadpleging van de betrokken partijen, blijft het Gewest evenwel bevoegd om de nodige reglementaire bepalingen te nemen in geval van dringende noodzakelijkheid of wegens algemeen belang, of om de door het internationale of Europese recht oplegde verplichtingen na te komen.

Het Gewest blijft zelfs voor de geldigheidsduur van de milieuovereenkomst bevoegd om de voorschriften van een milieuovereenkomst geheel of gedeeltelijk in een besluit op te nemen.

Art. 85. De milieuovereenkomst verbindt de betrokken partijen tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Ze kan voorzien in een langere termijn.

De milieuovereenkomst wordt van rechtswege opgelegd aan alle ondernemingen die na het sluiten ervan tot de instelling toetreden, behoudens afwijking waarin de toetredingsakte of de overeenkomst voorziet.

De onderneming die niet langer aangesloten is bij een instelling die een milieuovereenkomst heeft gesloten, blijft voldoen aan de verplichtingen die de overeenkomst haar oplegt.

De milieuovereenkomst kan rechten of verplichtingen met zich meebrengen voor derden die bij de uitvoering ervan betrokken zijn.

Art. 86. § 1. De milieuovereenkomst wordt uitgewerkt volgens de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. Een ontwerp van milieuovereenkomst wordt opgesteld door de Regering en één of meer instellingen bedoeld in artikel 83.

Het ontwerp wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie. Binnen zeven dagen na de aanneming van het ontwerp van overeenkomst kondigt de Regering de bekendmaking ervan aan via een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt hoe dan ook het doel en de draagwijdte van de milieuovereenkomst, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van het ontwerp.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden ingediend bij de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

§ 3. De Regering kan het ontwerp van milieuovereenkomst overleggen aan de door haar aangewezen personen en instellingen. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Als het advies niet binnen die termijn wordt uitgebracht, wordt het geacht gunstig te zijn.

De Regering en de instellingen die het ontwerp van milieuovereenkomst hebben opgesteld, onderzoeken de opmerkingen bedoeld in § 2 en de adviezen bedoeld in § 3. Desgevallend brengen ze wijzigingen aan in het ontwerp en nemen ze de milieuovereenkomst aan.

De overeenkomst wordt gesloten na de ondertekening ervan door de partijen.

§ 4. De milieuovereenkomst wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, alsmede op de website van het Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie.

§ 5. De Regering bezorgt het Waalse Parlement een tweejarig verslag over de stand van vordering van de verschillende lopende milieuovereenkomsten. Dat verslag vermeldt met name in hoeverre de tussendoelstellingen gehaald werden als ze door de overeenkomst opgelegd worden.

Art. 87. Een instelling die ondernemingen groepeert en de in artikel 83 bedoelde voorwaarden vervult, mag met de toestemming van het Gewest en volgens de door de Regering bepaalde procedure instemmen met een milieuovereenkomst.

De instemming wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie.

De milieuovereenkomst verbindt de instemmende instelling vanaf de dag waarop het bericht over de instemming in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 88. § 1. Elke milieuovereenkomst wordt gesloten voor een beperkte periode van maximum tien jaar.

De milieuovereenkomst wordt geëvalueerd na het verstrijken ervan en minstens één keer om de vijf jaar. Bij de evaluatie wordt met name nagegaan of de doelstellingen gehaald werden.

§ 2. Het Gewest en één of meer betrokken instellingen kunnen een milieuovereenkomst vernieuwen mits bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij de vernieuwing van de overeenkomst zes maanden vóór de vervaldatum ervan aangekondigd wordt en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Dat bericht vermeldt hoe dan ook de doelstelling en de algemene draagwijdte van de milieuovereenkomst en de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de vernieuwing wordt overwogen.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over de vernieuwing. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Als het advies niet binnen die termijn wordt uitgebracht, wordt het geacht gunstig te zijn.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden ingediend bij de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken de opmerkingen en adviezen en stemmen in met de vernieuwing van de milieuovereenkomst, desgevallend gewijzigd op grond van de ingediende opmerkingen.

De door de Regering goedgekeurde vernieuwing van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel dat door de betrokken partijen ondertekend wordt en dat in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie bekendgemaakt wordt.

Art. 89. De betrokken partijen mogen een milieuovereenkomst wijzigen tijdens de geldigheidsduur ervan, mits bekendmaking van een wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* en mits voorlichting van het publiek d.m.v. een bericht in twee Franstalige dagbladen en een Duitstalig dagblad. Het bericht vermeldt hoe dan ook de doelstelling en de algemene draagwijdte van de milieuovereenkomst en van de overwogen wijziging, alsmede de plaats en het tijdstip waarop inzage kan worden genomen van de milieuovereenkomst waarvan de wijziging wordt overwogen.

Dat bericht is bestemd voor personen die gebonden zijn door de milieuovereenkomst en die niet meer aangesloten zijn bij een instelling die de overeenkomst heeft ondertekend.

De Regering kan ook de door haar aangewezen personen en instellingen om advies verzoeken over het ontwerp van wijziging. Die personen en instellingen brengen advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies.

Het advies wordt geacht gunstig te zijn als het niet binnen die termijn wordt uitgebracht.

Opmerkingen kunnen binnen dertig dagen na de bekendmaking van het wijzigingsbericht in het *Belgisch Staatsblad* schriftelijk worden ingediend bij de bevoegde diensten van de Regering die in het bericht worden vermeld.

De Regering en de instellingen die de overeenkomst hebben gesloten, onderzoeken de opmerkingen en adviezen en stemmen in met de wijziging van de milieuovereenkomst, desgevallend gewijzigd op grond van de ingediende opmerkingen.

De door de Regering goedgekeurde wijziging van de milieuovereenkomst maakt het voorwerp uit van een aanhangsel bij de overeenkomst, dat door de betrokken partijen wordt ondertekend.

Het aanhangsel wordt door de Regering bij ter post aangetekend schrijven gericht aan de personen bedoeld in het tweede lid. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het aanhangsel laten de geadresseerden weten of ze wensen hetzij niet langer gebonden te zijn door de aldus gewijzigde overeenkomst, hetzij gebonden te worden door de aangebrachte wijziging. Bij gebrek aan antwoord binnen bovenbedoelde termijn worden ze geacht in te stemmen met de wijziging.

Het aanhangsel wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie.

De wijziging treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en verbindt elke persoon die eerder door de overeenkomst gebonden was, onverminderd het zevende lid.

Art. 90. De betrokken partijen kunnen elk ogenblik een milieuovereenkomst in onderlinge overeenstemming ontbinden voor zover ze een ontbindingstermijn in acht nemen.

De ontbindingstermijn bedraagt zes maanden, behoudens andersluidende clausule in de overeenkomst. De in de milieuovereenkomst vastgelegde ontbindingstermijn mag niet langer zijn dan één jaar. De ontbinding van de overeenkomst wordt, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de personen die de overeenkomst gesloten hebben. De ontbindingstermijn begint te lopen op de eerste dag van de maand na die van de kennisgeving.

De ontbinding van de overeenkomst wordt bij een bericht van de Regering bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie. Dat bericht vermeldt de reden van de ontbinding van de overeenkomst en de datum waarop ze ingaat.

Art. 91. Elke milieuovereenkomst eindigt met de instemming van de betrokken partijen, op de vervaldatum ervan of door ontbinding.

Art. 92. De bepalingen van dit deel zijn van openbare orde. Ze zijn toepasselijk op de overeenkomsten die na 16 februari 2002 gesloten worden.

De overeenkomsten gesloten vóór 16 februari 2002 mogen niet gewijzigd of vernieuwd worden, behalve als de wijziging of de vernieuwing voldoet « aan de bepalingen van dit deel en aan de reglementaire uitvoeringsbepalingen ervan. Ze blijven van kracht tot hun vervaldatum, uiterlijk 16 februari 2007 ».

**Art. 2.** Opgeheven worden :

1° het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de decreten van 21 april 1994, 11 maart 1999 en 15 mei 2003;

2° het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot informatie betreffende het leefmilieu, gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996;

3° het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling, gewijzigd bij de decreetprogramma's van 19 december 1996 en 17 december 1997 en bij de decreten van 22 januari 1998 en 15 april 1999;

4° het decreet van 6 mei 1999 betreffende milieu-initiatie in het Waalse Gewest;

5° het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten.

**Art. 3.** § 1. De Regering kan de decretale bepalingen bedoeld in artikel 1 coördineren en in overeenstemming brengen met de besluiten van de Waalse Regering die hetzelfde onderwerp betreffen door er de nodige wijzigingen in aan te brengen met het oog op een formele vereenvoudiging, zonder dat afbreuk kan worden gedaan aan de beginselen van de decretale bepalingen.

Daartoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° een onderscheid maken tussen de decretale en de reglementaire bepalingen :

a. onder de titel « Decretale bepalingen » en « Reglementaire bepalingen »;

b. met de letter « D » en de letter « R » aan het hoofd van elk artikelnummer;

3° de verwijzingen die de te coördineren bepalingen zouden bevatten, wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering.

De coördinatie heeft het volgende opschrift : « Boek I van het Milieuwetboek : Algemene en gemeenschappelijke bepalingen ».

§ 2. De Regering kan wijzigingen aanbrengen in de verwijzingen die zouden voorkomen in de wets- en decreetsbepalingen die niet het voorwerp uitmaken van de coördinatie bedoeld in § 1, om ze in overeenstemming te brengen met de nummering van boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum. De Regering kan een afzonderlijke datum van inwerkingtreding vastleggen per artikel of per bepaling van een artikel.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

Ph. COURARD

Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 695 (2003-2004) nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 13 mei 2004;*

*Bespreking - Stemming.*